

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 239

30 janvier 2015

### SOMMAIRE

Blue Eagle Portfolios .....	11428	Lux Capital Fund S.C.A., SICAV-SIF .....	11429
BRE/Europe Hotel Holding II S.à r.l. ....	11429	Medtronic Ardian Luxembourg S.à r.l. ...	11437
BVfon Holding S.A. ....	11438	Men Invest .....	11429
CAP Orange Lux I S.à r.l. ....	11432	Mobilitas .....	11431
CMT .....	11431	Monte Carlo International Real Estate S.A. .....	11426
Conren .....	11431	Morgenstern Solid Performer .....	11430
Convertible Beta Fund .....	11434	Multiwert Superfund .....	11430
Corps des Sapeurs-Pompiers Volontaires Commune de Dippach .....	11468	Munroe K Europe S. à r. l. ....	11450
DCP .....	11430	New World Gaming International S.à r.l. .....	11431
Degroof Gestion Institutionnelle - Luxem- bourg .....	11432	Oracle Holding S.à r.l. ....	11472
Deka International S.A. ....	11432	Oriflamme S.A. ....	11462
Deka Private Banking Portfolio .....	11433	Oriflamme S.A. - SPF .....	11462
DuPont Teijin Films Luxembourg S.A. ...	11458	Potosi S.A. ....	11427
Enviro Board S.A. ....	11428	Rexel Holding Luxembourg .....	11435
Hauck & Aufhäuser Investment Gesell- schaft S.A. ....	11433	Rexel Luxembourg S.A. ....	11435
IFM-Invest: 2 PrivateEquity .....	11430	RM2 S.A. ....	11467
IH Baseholding S.à r.l. ....	11427	ROTHLEY PRIVATE S.A., société de ges- tion de patrimoine familial .....	11427
International Fund Management S.A. ....	11433	RWB EverGreen FCP-SIF .....	11432
Istanbul Equity Fund .....	11430	Sabenn S.à r.l. ....	11449
Japan Energy Invest .....	11441	Securities & Financial Solutions Europe S.A. ....	11461
Japan Energy Invest .....	11448	Securities & Financial Solutions S.A. ....	11461
Jumping Investment S.A. ....	11433	Solar Japan Invest .....	11450
Kunst & Dekoration S.A. ....	11426	Solar Japan Invest .....	11457
L & C Partners SCI .....	11426	Stadtparkasse Düsseldorf-Garant .....	11431
Longsol Invest I .....	11448	Star German Properties S.à r.l. ....	11428
Longsol Invest II .....	11457		

**Monte Carlo International Real Estate S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 52.460.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra extraordinairement le 18 février 2015 à 10 heures au siège de la société.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31/12/2013;
3. Affectation du résultat;
4. Délibération conformément à l'article 100 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales telle que modifiée;
5. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes;
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015014749/322/17.

**L & C Partners SCI, Société Civile Immobilière.**

Siège social: L-2441 Luxembourg, 321, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg E 42.

**DISSOLUTION**

1. Monsieur Mun Cheong LAW, cuisinier, né le 4 octobre 1966 à Perak ( Malaisie), demeurant à L-1426 Luxembourg, 48, rue Henri Dunant, Grand-Duché du Luxembourg.

2. Monsieur Shei Chow LIANG, serveur, né le 10 août 1965 à Kalimpong / W. Bengal, demeurant à L-8052 Bertrange, 19, rue des Aubépines, Grand-Duché du Luxembourg.

Déclare la fermeture de la société „L & C Partners SCI, ( société civile immobilière), avec siège social à L-2441, Luxembourg, 321, rue de Rollingergrund, Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le no. E42 suivant acte reçu par Maître Paul DECKER en date du 4 avril 2003 pour cause de vente de bâtiment. Et déclare qu'il n'y a plus d'activités.

En fin on a décidé de fermé la société L & C Partners SCI complètement.

Luxembourg, le 29 Décembre 2014.

Mun Cheong LAW / Shei Chow LIANG.

Référence de publication: 2014208162/18.

(140233343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

**Kunst & Dekoration S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 61.411.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 19 mai 2014*

- Les mandats de Messieurs Roger CAURLA, maître en droit, né le 30 octobre 1955 à Esch-sur-Alzette (L), demeurant au 19, rue des Champs à L-3912 Mondercange, Alain VASSEUR, consultant, né le 24 avril 1958 à Dudelange (L), demeurant au 3, rue de Mamer à L-8277 Holzem et Pascal ANGELI, administrateur de sociétés, né le 02 janvier 1956 à Courbevoie (F), demeurant au 9, rue Jean l'Aveugle à L-1124 Luxembourg, en tant qu'administrateurs sont reconduits pour une période statutaire de 6 ans. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2020.

- La société HIFIN S.A., inscrite auprès du registre de commerce de Luxembourg sous le n° B 49 454 et ayant son siège social au 3, Place Dargent à L-1413 Luxembourg est nommée en tant que nouveau Commissaire aux Comptes en remplacement de la société TRIPLE A CONSULTING. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2020.

Certifié sincère et conforme

Pour KUNST & DEKORATION S.A.

Référence de publication: 2014208159/19.

(140233015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

**Potosi S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 118.547.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui aura lieu le 16 février 2015 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2013.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2015015439/1023/17.

**ROTHLEY PRIVATE S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.  
R.C.S. Luxembourg B 155.670.

*Extrait des décisions prises lors de la réunion du conseil d'administration du 29 décembre 2014*

Le conseil d'administration décide, à l'unanimité des voix, de nommer Monsieur Eric BREUILLE, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg en remplacement de Monsieur Guy BAUMANN, démissionnaire, comme représentant permanent de KOFFOUR S.A. chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au conseil d'administration de ROTHLEY PRIVATE S.A. SPF.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Pour: ROTHLEY PRIVATE S.A. SPF

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015001116/18.

(140235850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2015.

**IH Baseholding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 163.284.

*Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 30 décembre 2014*

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet immédiat.

Veuillez noter que l'adresse professionnelle de

- Madame Urszula PRZYBYSLAWSKA, gérante de catégorie A,

- Monsieur Frank PLETSCHE, gérant de catégorie B, et

- Monsieur Mark GORHOLT, gérant de catégorie B,

se situe désormais à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour IH BASEHOLDING S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015000345/19.

(140234902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

**Star German Properties S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 110.801.

—  
*Rectificatif du dépôt ayant pour référence L140233265*

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015000638/11.

(140235427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

---

**Enviro Board S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 22, rue de Muehlenbach.  
R.C.S. Luxembourg B 157.082.

—  
Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30/12/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl  
Luxembourg

Référence de publication: 2015000639/12.

(140234866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.

---

**Blue Eagle Portfolios, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 85.241.

—  
At the extraordinary general meeting of Shareholders of Blue Eagle Portfolios (the "Company") held on 29 January 2015, the quorum requirement for the amendment and restatement of the Articles was not attained. Therefore, the Board of Directors of the Company is pleased to invite the shareholders to attend a

**SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of Shareholders of the Company (the "Meeting"), which will be held on 3 March 2015 at 2:00 p.m., at the registered office of the Company: 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg. The agenda of the Meeting is the following:

*Agenda:*

1. To resolve upon the dissolution and liquidation of the Company.
2. To appoint PricewaterhouseCoopers represented by Anne Laurent as liquidator and to determine its powers and remuneration.
3. To appoint Ernst and Young as auditors to the liquidation.
4. Miscellaneous.

Please note that the Company will bear any expenses linked to the liquidation of the Company.

The shareholders are invited to contact Mrs Marie Bernot for any additional information regarding the proposed agenda of the meeting.

According to the articles of incorporation of the Company and according to the Law, to pass a valid resolution, such resolution will have to be passed by a majority of two-thirds (2/3) of the Shares present or represented and voting at the Meeting, without quorum.

Shareholders will be allowed to attend the meeting, by giving proof of their identity, provided that they have informed the Company, at its registered office by 27 February 2015, at the latest, of their intention to attend, personally, the meeting; the shareholders who cannot attend the meeting personally can be represented by any person of their convenience or by proxy; for this effect, a proxy form is attached hereby and will also be available at the registered office of the Company. In order to be taken in consideration, the proxies duly completed and signed must be received at the registered office of the Company by 2 March 2015 (one business day before the meeting).

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2015015440/755/31.

---

**BRE/Europe Hotel Holding II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 129.624.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015000777/9.

(150000150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2015.

**Men Invest, Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 138.329.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014208296/10.

(140233510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

**Lux Capital Fund S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 26, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 152.733.

We hereby invite the shareholders to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of the shareholders of the Company to be held in Luxembourg at the registered office of the company at 26, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, on 19 February 2015 at 3.00 p.m. CET with the following agenda:

*Agenda:*

1. Submission and decision on the approval of the reports of the General Partner and the auditor of the financial year ended on 30 September 2014.
2. Resolution on the allocation of the year end result.
3. Resolution on the discharge of the General Partner of the financial year ended 30 September 2014.
4. Resolution on the appointment of the General Partner, duration of the mandates and remuneration.
  - Proposal for the appointment of the General Partner
  - Proposal for the duration of the mandates: 1 year, until the next annual general meeting of the shareholders in February 2016
  - Proposal for reimbursement
5. Appointment of the Réviseur d'Entreprises Agréé until the next annual general meeting of the shareholders.
6. Conflict of interest statement.
7. Miscellaneous.

Each shareholder - individually or by proxy - will be able to participate in the annual general meeting if his shares have been deposited up to 12 February 2015 until the end of the annual general meeting in the register of Shareholders at the Registrar Agent, namely the VPB Finance S.A., at the registered office at 26, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg is registered respectively of his name entered in the register of shareholders depositary to submit a confirmation of the number of shares held by him. Each shareholder, who complies with this requirement, will be admitted to the annual general meeting.

An appropriate form of proxy, the appointment of an attorney, is available on request from VP Bank (Luxembourg) SA, 26, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg. On the effectiveness of the proxy form must be completed at the VP Bank (Luxembourg) SA, 26, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg arrive by fax (+352-404770284) or by mail not later than twenty-four hours before the annual general meeting.

*From the General Partner.*

Référence de publication: 2015015441/755/35.

### **Morgenstern Solid Performer, Fonds Commun de Placement.**

---

Le règlement de gestion du fonds commun de placement Morgenstern Solid Performer, modifié au 1<sup>er</sup> janvier 2015, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2014.

IPConcept (Luxemburg) S.A.

Référence de publication: 2014185643/10.

(140208998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2014.

---

### **Istanbul Equity Fund, Fonds Commun de Placement.**

---

Le règlement de gestion du fonds commun de placement Istanbul Equity Fund, modifié au 1<sup>er</sup> janvier 2015, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2014.

IPConcept (Luxemburg) S.A.

Référence de publication: 2014185644/10.

(140208999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2014.

---

### **Multiwert Superfund, Fonds Commun de Placement.**

---

Das Verwaltungsreglement des Sondervermögens Multiwert Superfund wurde im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg registriert und hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Axxion S.A. / Banque de Luxembourg

Unterschriften / Unterschriften

Verwaltungsgesellschaft / Verwahrstelle

Référence de publication: 2015000732/11.

(150000025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2015.

---

### **DCP, Fonds Commun de Placement.**

---

Das Verwaltungsreglement des Sondervermögens DCP wurde im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg registriert und hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Axxion S.A. / Banque de Luxembourg S.A.

Unterschriften / Unterschriften

Verwaltungsgesellschaft / Verwahrstelle

Référence de publication: 2015010395/11.

(150012196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2015.

---

### **IFM-Invest: 2 PrivateEquity, Fonds Commun de Placement.**

---

Die International Fund Management S.A., Luxemburg, als Verwaltungsgesellschaft des nach Teil II des luxemburgischen Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen errichteten Investmentfonds (fonds commun de placement) teilt hierdurch mit, dass das Liquidationsverfahren des Fonds IFM-Invest: 2 PrivateEquity am 30. Januar 2015 abgeschlossen wird. Alle Gelder wurden an die Anteilseigner ausgezahlt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, im Januar 2015.

International Fund Management S.A.

Die Geschäftsführung

Référence de publication: 2015015442/775/12.

---

### **Mobilitas, Fonds Commun de Placement.**

---

Le règlement de gestion du fonds commun de placement Mobilitas, modifié au 1<sup>er</sup> janvier 2015, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2014.

IPConcept (Luxemburg) S.A.

Référence de publication: 2014191195/10.

(140213144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2014.

---

### **CMT, Fonds Commun de Placement.**

---

Le règlement de gestion du fonds commun de placement CMT, modifié au 31 décembre 2014, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, novembre 2014.

IPConcept (Luxemburg) S.A.

Référence de publication: 2014191925/10.

(140213821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2014.

---

### **Conren, Fonds Commun de Placement.**

---

Le règlement de gestion du fonds commun de placement CONREN, modifié au 1<sup>er</sup> janvier 2015, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2014.

IPConcept (Luxemburg) S.A.

Référence de publication: 2014196010/10.

(140219230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

---

### **New World Gaming International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: CAD 60.120,00.**

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg B 132.283.

---

En date du 1<sup>er</sup> octobre 2014, Macquarie Investments Australia PTY Limited, actionnaire de la Société, a transféré son siège social au 50 Martin Place, Sydney, NSW 2000 (Australie).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014206084/12.

(140230374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

---

### **Stadtsparkasse Düsseldorf-Garant, Fonds Commun de Placement.**

---

Die International Fund Management S.A., Luxemburg, als Verwaltungsgesellschaft des nach Teil I des luxemburgischen Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen errichteten Investmentfonds (fonds commun de placement) teilt hierdurch mit, dass das Liquidationsverfahren des Fonds Stadtsparkasse Düsseldorf-Garant am 30. Januar 2015 abgeschlossen wird. Alle Gelder wurden an die Anteilseigner ausgezahlt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, im Januar 2015.

International Fund Management S.A.

*Die Geschäftsführung*

Référence de publication: 2015015443/775/12.

---

**RWB EverGreen FCP-SIF, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Das Verwaltungsreglement des Sondervermögens (fonds commun de placement) RWB EverGreen FCP-SIF, mit Stand vom 22. Januar 2015, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MPEP Luxembourg Management S.à r.l.

Référence de publication: 2015013700/9.

(150015855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

**CAP Orange Lux I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: AUD 3.530.798,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 126.713.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Référence de publication: 2014207729/10.

(140232928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

**Degroof Gestion Institutionnelle - Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 104.980.

**ERGO GLOBAL, Fonds commun de placement - Fonds d'investissement spécialisé**

Il est porté à la connaissance des participants du Fonds que la société de gestion du Fonds a décidé conformément au prospectus et au règlement de gestion du Fonds de mettre ce dernier en liquidation.

En conséquence, la société de gestion a décidé de nommer ME BUSINESS SOLUTIONS sàrl représentée par Monsieur Alexandre Bruncher en tant que liquidateur du Fonds et KPMG Luxembourg S.A. en tant que réviseur à la liquidation.

Le produit net de la liquidation sera distribué par le liquidateur aux participants en proportion du nombre de parts qu'ils détiennent.

Le 30 janvier 2015.

Degroof Gestion Institutionnelle - Luxembourg

*Société de gestion*

Référence de publication: 2015015438/755/16.

**Deka International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1912 Luxembourg, 5, rue des Labours.

R.C.S. Luxembourg B 28.599.

Herr Rainer Mach ist mit Wirkung zum Ablauf des 31. Dezember 2014 aus dem Verwaltungsrat der Deka International S.A. ausgetreten.

Die Gesellschafter haben Herrn Patrick Weydert (38, avenue John F. Kennedy – 1855 Luxembourg) zum Mitglied im Verwaltungsrat der Deka International S.A. berufen. Das Mandat beginnt am 1. Januar 2015 und endet mit der ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2016.

Mit Beschlussfassung des Verwaltungsrates wurde Herr Patrick Weydert ab dem 01. Januar 2015 zum Vorsitzenden des Verwaltungsrates der Deka International S.A. bis zum Ablauf des Mandates in der ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2016 gewählt.

Luxembourg, den 20. Januar 2015.

Deka International S.A.

Holger Hildebrandt / Eugen Lehnertz

Référence de publication: 2015012639/18.

(150015176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.



**Deka Private Banking Portfolio, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion du fonds commun de placement Deka Private Banking Portfolio, modifié au 1<sup>er</sup> février 2015, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

*Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank*

Référence de publication: 2015009633/10.

(150011297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

---

**Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 31.093.

Für den Fonds HAIG AAFIE Bond Fund-FIS gilt das Verwaltungsreglement, welches am 2. Januar 2015 in Kraft trat. Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 2. Januar 2015.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2015012088/13.

(150013763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

---

**Jumping Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 95.646.

Par la présente, je vous informe formellement de ma démission en date du 22 décembre 2014, de mon mandat de Commissaire aux Comptes de la société JUMPING INVESTMENT S.A., inscrite sous le numéro RCS Luxembourg B95.646.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

FERRER PARTNERS CORPORATE SERVICES

Olivier Ferrer

*Gérant*

Référence de publication: 2014205822/13.

(140229062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

---

**International Fund Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1912 Luxembourg, 5, rue des Labours.

R.C.S. Luxembourg B 8.558.

Herr Rainer Mach ist mit Wirkung zum Ablauf des 31. Dezember 2014 aus dem Verwaltungsrat der International Fund Management S.A. ausgetreten.

Die Gesellschafter haben Herrn Patrick Weydert (38, avenue John F. Kennedy – 1855 Luxembourg) zum Mitglied im Verwaltungsrat der International Fund Management S.A. berufen. Das Mandat beginnt am 1. Januar 2015 und endet mit der ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2016.

Mit Beschlussfassung des Verwaltungsrates wurde Herr Patrick Weydert ab dem 01. Januar 2015 zum Vorsitzenden des Verwaltungsrates der International Fund Management S.A. bis zum Ablauf des Mandates in der ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2016 gewählt.

Luxembourg, den 20. Januar 2015.

International Fund Management S.A.

Holger Hildebrandt / Eugen Lehnertz

Référence de publication: 2015012752/18.

(150015175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

---

**Convertible Beta Fund, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 143.991.

—  
DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth day of December.

Before us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Aviva Investors Luxembourg S.A., a public limited liability company (société anonyme) registered with the Companies' Registrar of Luxembourg under the number B 25.708 and having its registered office at 2 rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg,

here represented by Carolina Garcia-Martin Saura, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy dated 11<sup>th</sup> December 2014, delivered to her.

The said proxy initialled *ne varietur* by the appearing party and the notary will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party acting in its here above stated capacity has declared and requested the notary to state that:

1) the investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) Convertible Beta Fund (the "Fund"), a specialized investment fund incorporated as a public limited company (société anonyme), registered with the Trade and Companies Registrar of Luxembourg under number B143.991, having its registered office at 2, rue du Fort Bourbon, L-1249, Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, has been incorporated under the name Aviva Investors Convertible Bond Opportunity Fund under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg on 30 December 2008 pursuant to a deed of the notary Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 410 of 26 January 2009. The articles of incorporation have been modified for the last time by a deed of the undersigned notary, on October 9, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 2219 of November 13, 2009;

2) Aviva Investors Luxembourg S.A., prenamed, has become owner of all the shares (the "Sole Shareholder") of the Fund;

3) the capital of the Fund, as at 16<sup>th</sup> December 2014, is fixed at 8.44 dollars (USD) represented by 4.034 shares of no par value;

4) the appearing party, in its capacity of Sole Shareholder of the Fund, has resolved to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Fund;

5) the Sole Shareholder has full knowledge of the articles of incorporation and the financial standing of the Fund as of the date of dissolution of the Fund;

6) the anticipated dissolution of the Fund is herewith pronounced;

7) the Sole Shareholder hereby approves the audited financial statements of the Fund as of the date of the dissolution of the Fund and the report of the auditor of the Fund on such accounts;

8) discharge is granted to the directors of the Fund for the execution of their mandate until the date of dissolution of the Fund;

9) the Sole Shareholder, duly represented as stated above, is hereby appointed as liquidator of the Fund with the broadest powers, as provided for by Article 144 to Article 148 bis of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended;

10) all the liabilities of the Fund, including the liabilities arising from the liquidation, have been settled or funded;

11) the Sole Shareholder, in its capacity as liquidator of the Fund and according to the balance sheet of the Fund as at 16<sup>th</sup> December 2014, is vested with the assets and liabilities of the Fund and accepts to assume any existing or unknown liability and any future liability which may appear after 16<sup>th</sup> December 2014, the date of dissolution of the Fund;

12) the Sole Shareholder, in its capacity as liquidator of the Fund, will proceed with the termination of any relevant services agreements entered into between the Fund and services providers with effect as of the date of dissolution of the Fund;

13) pursuant to the above resolutions, the Fund's liquidation is to be considered as accomplished and closed;

14) the books and documents of the Fund shall be lodged during a period of five years at 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg;

The person appearing submitted to the notary the shareholders' register of the Fund which is thereupon cancelled.

Costs

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at one thousand and five hundred Euro (EUR 1,500.-)

WHEREOF the present notarial deed was drawn up at Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by its first name, family name, civil status and residence, the appearing person signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: C. GARCIA-MARTIN SAURA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63044. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 13 janvier 2015.

Référence de publication: 2015006136/68.

(150007356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2015.

**Rexel Holding Luxembourg, Société Anonyme,  
(anc. Rexel Luxembourg S.A.).**

Siège social: L-1415 Luxembourg, 9, rue de la Déportation.

R.C.S. Luxembourg B 47.598.

L'an deux mille quinze,

le quatorze janvier,

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de «REXEL LUXEMBOURG S.A.», une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9, rue de la Déportation, L-1415 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés (le "RCS") sous le numéro B 47.598 (la "Société"), constituée suivant acte notarié dressé en date du 22 avril 1994, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") page 16.744/94. Les statuts de la Société (les "Statuts") ont été modifiés plusieurs fois et en dernier lieu suivant acte notarié reçu, en date du 09 septembre 2008, publié au Mémorial numéro 2715 du 07 novembre 2008, page 130319.

L'Assemblée élit comme président Monsieur Hervé DURET, Directeur Fiscal, demeurant professionnellement à Paris (France).

Le président nomme en qualité de secrétaire Monsieur Eric PELACCIA, Directeur Financier, demeurant professionnellement à Luxembourg et qui est également élu comme scrutateur de l'Assemblée.

Le bureau de l'Assemblée ayant ainsi été constitué, le Président déclare et requiert du notaire instrumentant de prendre acte que:

I. Le nom des actionnaires (les "Actionnaires") représentés à l'Assemblée par un mandataire, le nom du mandataire et le nombre d'actions détenues par chaque Actionnaire est mentionné sur la liste de présence figurant à la fin de ce procès-verbal. Cette liste de présence a été signée par le mandataire des Actionnaires représentés, le notaire ainsi que le président, le scrutateur et le secrétaire. La liste de présence restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des Actionnaires représentés, après avoir été paraphées par les comparants.

II. La liste de présence montre que les Actionnaires détenant toutes les actions de la Société et représentant ainsi la totalité du capital social de la Société sont représentés par mandataire. Les Actionnaires ont déclaré avoir connaissance de l'ordre du jour, qui leur a été communiqué préalablement, et renoncer aux formalités de convocation à l'Assemblée.

III. L'Assemblée, réunissant la totalité du capital social de la Société, est valablement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

IV. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

*Ordre du jour*

1. Approbation du projet d'apport de branche d'activité soumis au régime de la scission daté du 4 décembre 2014 concernant le transfert de la branche d'activité commerciale de la Société à Mexel Distribution, une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9, rue de la Déportation, L-1415 Luxembourg et immatriculée au RCS sous le numéro B 192.516.

2. Transfert de la branche d'activité commerciale de la Société à Mexel Distribution en contrepartie de l'attribution à la Société d'actions nouvelles dans le capital social de Mexel Distribution.

3. Changement de la dénomination sociale de la Société en «Rexel Holding Luxembourg et par conséquent modification de l'article 4 des Statuts.

4. Modification de l'article 2 des Statuts relatif à l'objet social de la Société.

5. Divers.

V. Que les dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915") relatives à l'apport de branche d'activité ont été respectées, à savoir:

1. conformément à l'article 308bis-3, l'article 290 et l'article 9 de la Loi de 1915, le projet d'apport de branche d'activité soumis au régime de la scission du 4 décembre 2014, établi par les conseils d'administration de la Société et de Mexel Distribution, a été publié au Mémorial numéro 3846 du 12 décembre 2014, page 184579, soit un mois au moins avant la réunion des assemblées générales de la Société et de Mexel Distribution appelées à se prononcer sur ce projet.

2. conformément à l'article 296 de la Loi de 1915, les Actionnaires ont renoncé à l'établissement et à la mise à disposition au siège social de la Société des documents prévus à l'article 293, à l'article 294 (1) et à l'article 295 (1) sous c), d) et e) de la Loi de 1915.

Des attestations signées par les Actionnaires renonçant aux formalités susmentionnées resteront annexées au présent acte.

3. conformément à l'article 295 de la Loi de 1915, le dépôt au siège social de la Société des documents auxquels les Actionnaires n'ont pas renoncé, a eu lieu un mois au moins avant la date de la réunion des assemblées générales de la Société et de Mexel Distribution en vue de leur inspection par les Actionnaires.

Une attestation signée par la Société certifiant le dépôt au siège social de ces documents restera annexée aux présentes.

VI. Après délibération, les résolutions suivantes sont adoptées à l'unanimité:

#### *Première résolution*

L'Assemblée approuve le projet d'apport de branche d'activité soumis au régime de la scission entre la Société et Mexel Distribution, tel que ce projet a été approuvé par les conseils d'administration des deux sociétés, et par lequel la Société s'est engagée à transférer à Mexel Distribution sa branche d'activité commerciale. Cette activité consiste en une branche d'activité autonome susceptible de fonctionner par ses propres moyens, y compris l'ensemble de ses biens, ses actifs, ses droits, ses obligations et ses passifs de quelque nature qu'ils soient, associés exclusivement ou principalement à ladite activité et est décrite de manière précise et détaillée dans le projet d'apport de branche d'activité soumis au régime de la scission daté du 4 décembre 2014 publié au Mémorial numéro 3846 du 12 décembre 2014, page 184579.

Par décision des conseils d'administration de la Société et de Mexel Distribution en date du 13 janvier 2015, la valeur de la branche d'activité commerciale de la Société a été ajustée sur base des comptes de la Société arrêtés au 31 décembre 2014. En conséquence, la branche d'activité commerciale de la Société est apportée pour une valeur nette d'actif d'un million deux cent quatre-vingt mille six cent quatre-vingt-dix-sept euros et soixante et un centimes (EUR 1.280.697,61).

Les Actionnaires ont été informés de ces modifications préalablement.

L'Assemblée décide d'approuver ces modifications au projet d'apport de branche d'activité.

#### *Seconde résolution*

L'Assemblée constate que, sous réserve de l'approbation du projet d'apport de branche d'activité placé sous le régime de la scission par l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire de Mexel Distribution, l'apport de branche d'activité aura de plein droit les effets suivants:

1. l'ensemble du patrimoine actif et passif de la branche d'activité commerciale est transféré à Mexel Distribution comme indiqué dans le projet d'apport de branche d'activité placé sous le régime de la scission;

2. en contrepartie de ce transfert, la Société se verra allouer des actions supplémentaires dans le capital social de Mexel Distribution. La branche d'activité commerciale de la Société est apportée à Mexel Distribution pour une valeur nette d'actif d'un million deux cent quatre-vingt mille six cent quatre-vingt-dix-sept euros et soixante et un centimes (EUR 1.280.697,61), dont un million d'euros (EUR 1.000.000,-) sont alloués au capital social de Mexel Distribution par la création et l'émission d'un million d'actions nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune et deux cent quatre-vingt mille six cent quatre-vingt-dix-sept euros et soixante et un centimes (EUR 280.697,61) sont alloués au compte de prime d'émission de Mexel Distribution.

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée décide de modifier la dénomination sociale de la Société en «Rexel Holding Luxembourg».

En conséquence, l'Assemblée décide de modifier l'article 4 des Statuts qui désormais se lira comme suit:

" **Art. 4.** La Société prend la dénomination de «Rexel Holding Luxembourg»."

#### *Quatrième résolution*

L'Assemblée décide de modifier l'article 2 des Statuts relatif à son objet social, qui désormais se lira comme suit:

“ **Art. 2.** La Société a pour objet:

- l'acquisition, la souscription, la détention, l'administration, la gestion et, le cas échéant, la cession ou tout autre transfert de tous titres, actions, obligations, et autres valeurs mobilières, détenus directement ou indirectement, dans toutes sociétés, associations, syndicats ou groupements, au Luxembourg et à l'étranger, exerçant leur activité dans tout domaine industriel ou commercial;

- la participation, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition de titres ou d'actifs, de location, de prise en location gérance de tous fonds de commerce ou établissements.

La Société peut employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement d'un portefeuille se composant de tous titres de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, l'acquisition par voie d'apport, de prise ferme ou d'option d'achat, de tous titres, la réalisation par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement de la mise en valeur de ces titres.

La Société peut effectuer toute activité de financement pour compte de tiers.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission d'emprunts obligataires et autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances.

La Société peut notamment accorder toute assistance, prêt, avance ou garantie, en ce compris mais sans que cette liste soit limitative, la fourniture de garanties, cautions et sûretés.

La Société pourra effectuer généralement toute opération commerciale, industrielle ou financière, toute transaction immobilière et mobilière que la Société juge utile pour l'accomplissement de son objet et susceptibles d'en faciliter la réalisation, l'extension ou le développement.

La Société est autorisée à créer des succursales au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, suivant que son activité nécessitera ou non ce développement.»

#### *Constatation*

Le notaire soussigné, conformément à l'article 300 (2) de la Loi de 1915, a vérifié et atteste par les présentes l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société et du projet d'apport de branche d'activité soumis au régime de la scission.

#### *Estimation de frais*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges de quelque forme que ce soit qui devront être supportés par la Société comme résultant du présent acte sont estimés à approximativement mille euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne n'ayant soulevé d'autres points pour discussion par l'Assemblée, l'Assemblée est close.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, le jour mentionné en haut de ce document.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leur nom de famille, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec Nous le notaire le présent acte.

Signé: H. DURET, E. PELACCIA, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 21 janvier 2015. Relation: EAC/2015/1625. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

*Le Receveur ff. (signé):* Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015012995/137.

(150014558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

---

#### **Medtronic Ardian Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 158.983.

Les statuts coordonnés de la prédite société au 12 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Beringen, le 22 décembre 2014.

Maître Marc LECUIT

*Notaire*

Référence de publication: 2014205962/13.

(140229317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

---

**BVfon Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 112.857.

In the year two thousand and fifteen, on the sixteen day of January.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of "BVfon Holding S.A.", a public limited company (société anonyme) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 112.857 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, notary then residing in Luxembourg, on 15 December 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 549 of 15 March 2006, and whose articles of association have been amended several times and for the last time pursuant to a deed of Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, on 10 August 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2401 of 26 September 2012.

The Meeting is presided by Mrs Chanez MENSOUS, attorney-at-law, residing professionally at 37A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (the "Chairman").

The Chairman appoints Mrs Corinne PETIT, employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, as secretary (the "Secretary").

The Meeting elects Maître Ambroise FOERSTER, lawyer, residing professionally at 37A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, as scrutineer (the "Scrutineer").

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the Meeting is the following:

1. (i) Acknowledgement of the resolutions taken by the board of directors of the Company on 29 September 2014 and of the joint merger proposal adopted by the board of directors of the Company on 29 September 2014 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3453 of 19 November 2014 (the "Joint Merger Proposal") and (ii) approval of the merger of the Company and the Company's parent, Telio Management GmbH, a limited liability company having its registered office at Hamburg, Germany, registered with the Commercial Register of the Local Court (Amtsgericht) of Hamburg under number HRB 112181 ("Telio Management"), whereby following its dissolution without liquidation, the Company will transfer to Telio Management all its assets and liabilities in accordance with article 278 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), as described in the Joint Merger Proposal (the "Merger");

2. (i) Acknowledgement that Telio Management, is, as of the date hereof, the sole shareholder of the Company, and (ii) dissolution without liquidation of the Company by way of the transfer of all assets and liabilities of the Company to Telio Management in accordance with the Joint Merger Proposal;

3. Acknowledgment (i) that, from an accounting point of view, the operations of the Company will be treated as having been carried out on behalf of Telio Management as from 1 July 2014 and (ii) that the Merger will only be effective, vis-à-vis third parties after the publication prescribed by article 9 of the Law; and

4. Keeping of the books, records, files and other documents of the Company during a period of ten years at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

II. The following declarations were made:

A. Joint Merger Proposal

The Joint Merger Proposal has been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3453 of 19 November 2014.

B. Reports of the Management

The managing directors of Telio Management and the directors of the Company prepared a detailed report outlining the Joint Merger Proposal and the legal and economic grounds for the Merger and submit it to the shareholders of Telio Management and of the Company on 15 December 2014.

C. Report by an independent expert

Each of the shareholders of Telio Management and the Company has waived its right to receive a special report of an independent statutory auditor commenting on the Joint Merger Proposal, as permitted in accordance with Article 266 (5) of the Law.

D. Public Documentation

On 15 December 2014, the documents provided for by Article 267 of the Law were deposited at the registered offices of Telio Management and of the Company.



III. The sole shareholder of the Company and the number of the shares it holds are shown on an attendance list. This attendance list as well as the proxy, after signature "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party, the bureau of the Meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

IV. As appears from the said attendance list, all the issued share capital of the Company is represented at the Meeting and the Company has not issued to any person any securities conferring voting rights other than the shares held by the sole shareholder of the Company as shown on the attendance list, so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda.

#### *First resolution*

The Meeting resolves to acknowledge the resolutions adopted by the board of directors of the Company on 29 September 2014 and the Joint Merger Proposal and to approve the Merger as described in the Joint Merger Proposal, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3453 of 19 November 2014.

#### *Second resolution*

The Meeting resolves (i) to acknowledge that Telio Management is, as of the date hereof, the sole shareholder of the Company, (ii) to dissolve the Company without liquidation by way of the transfer of all assets and liabilities of the Company to Telio Management in accordance with the Joint Merger Proposal and, consequently, by operation of law, the Company ceases to exist and the three hundred and twenty-two thousand one hundred and twenty-one (322,121) shares representing its share capital are cancelled.

#### *Third resolution*

The Meeting resolves to acknowledge (i) that, from an accounting point of view, the operations of the Company will be treated as having been carried out on behalf of Telio Management as from 1 July 2014 and (ii) that the Merger will only be effective, vis-à-vis third parties after the publication prescribed by article 9 of the Law.

#### *Fourth resolution*

The Meeting resolves that the books, records, files and other documents of the Company shall be kept during a period of ten (10) years at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

#### *Statement*

The undersigned notary states, in accordance with article 271 (2) of the Law, that he has verified the existence and legality of all the acts and formalities incumbent upon the Company and of the Joint Merger Proposal and certifies said existence and legality.

#### *Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately EUR 1.900.-.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and that in case of discrepancy between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, such person signed together with the notary this original deed.

#### **Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le seizième jour de janvier.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'"Assemblée") des actionnaires de "BVfon Holding S.A.", une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 112.857 (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 15 décembre 2005 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 549 du 15 mars 2006 et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg en date du 10 août 2012, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 2401 du 26 septembre 2012.

L'Assemblée est présidée par Madame Chanez MENSOU, juriste, avec adresse professionnelle au 37A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (le "Président").

Le Président nomme Madame Corinne PETIT, employée, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750, comme secrétaire (le "Secrétaire").

L'Assemblée choisit Maître Ambroise FOERSTER, avocat à la Cour, avec adresse professionnelle au 37A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, comme scrutateur (le "Scrutateur").

Le bureau de l'Assemblée ayant ainsi été constitué, le Président a déclaré et a prié le notaire d'acter que:

I. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. (i) Prise d'acte des résolutions prises par le conseil d'administration de la Société en date du 29 septembre 2014 et du projet commun de fusion adopté par le conseil d'administration de la Société le 29 septembre 2014 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3453 du 19 novembre 2014 (le "Projet Commun de Fusion") et (ii) approbation de la fusion de la Société et de la mère de la Société, Telio Management GmbH, une société à responsabilité limitée avec siège social à Hambourg en Allemagne, immatriculée au Registre de Commerce du Tribunal Cantonal (Amtsgericht) de Hamburg sous le numéro HRB 112181 ("Telio Management"), par laquelle, suite à sa dissolution sans liquidation, la Société transférera à Telio Management tous ses actifs et passifs conformément à l'article 278 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), tel que décrit dans le Projet Commun de Fusion (la "Fusion");

2. (i) Prise d'acte que Telio Management est, à la date des présentes, l'actionnaire unique de la Société et (ii) dissolution sans liquidation de la Société par voie de transfert de tous les actifs et des passifs de la Société à Telio Management conformément au Projet de Fusion;

3. Prise d'acte (i) que, d'un point de vue comptable, les opérations de la Société seront traitées comme si elle avaient été exécutées pour le compte de Telio Management depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2014 et (ii) que la Fusion ne sera effective vis-à-vis des tiers qu'après la publication prescrite par l'article 9 de la Loi; et

4. Conservation des livres, archives, dossiers et autres documents de la Société durant une période de dix ans au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

II. Les déclarations suivantes ont été faites:

A. Projet Commun de Fusion

Le Projet Commun de Fusion a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3453 du 19 novembre 2014.

B. Rapport Commun des conseils de gérance

Les gérants de Telio Management et les administrateurs de la Société ont préparé un rapport détaillant le Projet Commun de Fusion et les fondements légaux et économiques de la Fusion et ont soumis ce dernier aux actionnaires de Telio Management et de la Société le 15 décembre 2014.

C. Rapport d'un expert indépendant

Chacun des actionnaires de Telio Management et de la Société a renoncé à son droit de recevoir un rapport spécial d'un réviseur d'entreprise indépendant commentant le Projet Commun de Fusion tel que prévu par l'article 266 (5) de la Loi.

D. Documentation Publique

Le 15 décembre 2014, les documents listés par l'article 267 de la Loi ont été déposés aux sièges sociaux respectifs de Telio Management et de la Société.

III. L'actionnaire unique de la Société et le nombre d'actions qu'il détient sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence ainsi que la procuration, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante, le bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte.

IV. Comme il apparait dans la liste de présence susmentionnée que tous les actionnaires représentant le capital émis sont représentés à l'Assemblée et que la Société n'a pas émis de valeurs mobilières conférant un droit de vote à quiconque autre que les actions détenues par l'actionnaire unique de la Société comme le montre la liste de présence, il ressort que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points à l'ordre du jour.

#### *Première résolution*

L'Assemblée décide de prendre acte de la résolution prise par l'assemblée générale de la Société en date du 29 septembre 2014 et du Projet Commun de Fusion ainsi que d'approuver la Fusion telle que décrite dans le Projet Commun de Fusion publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3453 du 19 novembre 2014.

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée décide (i) de prendre acte que Telio Management est, à la date des présentes, l'actionnaire unique de la Société et (ii) de dissoudre la Société sans liquidation par voie de transfert de tous les actifs et des passifs de la Société à Telio Management conformément au Projet de Fusion et, par conséquent, par opération de la loi, la Société cesse d'exister et les trois cent vingt-deux mille cent vingt et une (322.121) actions représentant son capital social sont annulées.

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée décide de prendre acte (i) que, d'un point de vue comptable, les opérations de la Société seront traitées comme si elle avaient été exécutées pour le compte de Telio Management depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2014 et (ii) que la Fusion ne sera effective vis-à-vis des tiers qu'après la publication prescrite par l'article 9 de la Loi.



*Quatrième résolution*

L'Assemblée décide que les livres, archives, dossiers et autres documents de la Société seront conservés pendant une durée de dix ans au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

*Déclaration*

Le notaire soussigné déclare, conformément à l'article 271 (2) de la Loi, avoir vérifié l'existence et la légalité de tous actes et formalités incombant à la Société et du Projet de Fusion et certifie leur existence et légalité.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à environ EUR 1.900.-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

EN FOI DE QUOI le présent acte a été rédigé au Luxembourg, à la date stipulée au début des présentes.

Le document ayant été lu à la partie comparante, cette personne a signé avec le notaire instrumentant le présent acte en original.

Signé: C. Mensous, C. Petit, A. Foerster et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 19 janvier 2015. 2LAC/2015/1302. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

*Le Receveur (signé): Paul Molling.*

POUR COPIE CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013239/189.

(150014857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

**Japan Energy Invest, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 193.271.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fifth day of December.

Before Us Maître Pierre PROBST, notary residing at Ettelbrück, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

APPEARED:

SW EQUITIES, a private limited liability company („Gesellschaft mit beschränkter Haftung / société à responsabilité limitée“), having its registered office at L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff, filed at the Companies and Trade Register of Luxembourg (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg), Section B, under the number 191847,

here represented by Mrs Nadine Closter, employee, professionally residing at L-9087 Ettelbruck,

by virtue of a power of attorney delivered to the appearing.

Said power of attorney, signed „ne varietur“ by the appearing and the officiating notary, shall remain attached to the present deed.

This appearing party requests the undersigned notary to draw up the Constitutive Deed of a limited liability company, ("Gesellschaft mit beschränkter Haftung"), as follows:

**Chapter I. Form, Name, Registered Office, Object, Duration**

**Art. 1.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "Japan Energy Invest" which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles").

**Art. 2.** The Company's corporate object is to take participations, in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other companies or enterprises; to acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, units and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and/or financial instruments issued by any public or private entity whatsoever; to grant to enterprises in which the Company has an interest, any assistance, loans, advances or guarantees, finally to perform any operations which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company may carry out any activities in relation to the management of any commercial, industrial, financial or other companies or enterprises, in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

**Art. 3.** The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven in the Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its unitholders deliberating in the manner provided for the amendments to the Articles.

However, the Board of Managers (as defined below in article 10 of the Articles) of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the same municipality.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Managers.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

**Art. 4.** The Company is incorporated for an unlimited period.

## Chapter II. Capital - Units

**Art. 5.** The corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) units. Each unit has a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

**Art. 6.** The capital may be changed at any time by a decision of the single unitholder (where there is only one unitholder) or by a decision of the general meeting of unitholders (in case of plurality of unitholders), in accordance with article 16 of the Articles.

**Art. 7.** Each unit entitles the holder thereof to a portion of the Company's assets and profits, in direct proportion to the number of units in existence.

**Art. 8.** Towards the Company, the Company's units are indivisible, since only one owner is admitted per unit. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

**Art. 9.** In case of a single unitholder, the Company's units held by the single unitholder are freely transferable.

In case of plurality of unitholders, the units held by each unitholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

In addition, each unitholder agrees that it will not pledge or grant a security interest in any unit without the prior written consent of the Board of Managers (as defined below).

## Chapter III. Management

**Art. 10.** The Company is managed by a board of managers (the "Board of Managers" and each member a "Manager") of at least two (2) members. The members of the Board of Managers need not be unitholders.

The Managers are appointed for an unlimited period of time. Each Manager may be removed at any time, regardless of the method of their appointment, for legitimate reasons only, by a resolution of unitholders holding a majority of votes.

**Art. 11.** In dealing with third parties and without prejudice to articles 10 and 12 of the present Articles, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all administration and disposition acts and operations consistent with the Company's objects.

All powers not expressly reserved by law or by the Articles to the general meeting of unitholders fall within the competence of the Board of Managers.

**Art. 12.** Towards third parties, the Company shall be validly bound by the joint signature of any two Managers or by the signature of a Manager and any person to whom such power shall be delegated by the Board of Managers.

**Art. 13.** Any Manager may delegate its powers for specific tasks to one or more ad hoc agents. Any Manager will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

**Art. 14.** The meetings of the Board of Managers are convened by two Managers. In case all the Managers are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities. Meetings of the Board of Managers shall be held at the registered office of the Company or such other place in Luxembourg as the Manager or the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or e-mail or letter another Manager as his proxy. A Manager may also appoint another Manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

The resolutions of the Board of Managers are validly adopted if approved by a majority of the members of the Board of Managers, present or represented.

The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating member of the Board of Managers is able to hear and to be heard by all other participating members whether or not using this technology, and each participating member of the Board of Managers shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

Written resolutions of the Board of Managers can be validly taken if approved in writing and signed by all the members of the Board of Managers. Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax, e-mail, telegram or telex. These resolutions shall have the same effect as resolutions voted at the Board of Managers' meetings, physically held.

Votes may also be cast by mail, fax, e-mail, telegram, telex, or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by all Managers present or represented at the meeting. Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any two Managers or during a meeting of the Board of Managers.

#### Chapter IV. General Meeting of Unitholders

**Art. 15.** Each unitholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of units which he owns. Each unitholder has voting rights commensurate with his unit holding.

In case of one unitholder owning all the units, it assumes all powers conferred to the general meeting of unitholders and its decisions are recorded in writing.

**Art. 16.** Unitholders meetings may always be convened by any Manager, failing which by unitholders representing more than half of the capital of the Company.

The holding of general meetings shall not be obligatory where the number of unitholders does not exceed twenty-five. In such a case, each unitholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

Should the Company have more than twenty-five unitholders, at least one annual general meeting must be held each year.

Whatever the number of unitholders, the balance sheet and profit and loss account shall be submitted to the unitholders for approval who also shall vote specifically as to whether discharge is to be given to the Board of Managers.

Collective decisions of unitholders are only validly taken insofar as unitholders owning more than half of the corporate capital adopt them. If that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the unitholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority of the unitholders owning at least three-quarters of the Company's corporate capital in accordance with any provisions of the Law.

Moreover, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its unitholders may be increased only with the unanimous consent of all the unitholders and in compliance with any other legal requirement.

#### Chapter V. Financial year - Balance sheet

**Art. 17.** The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty first of December of each year.

**Art. 18.** At the end of each financial year, the Company's accounts are established and the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each unitholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 19.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's corporate capital.

To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by Law and by the Articles, the Board of Managers shall propose that funds available be distributed.

The decision to distribute funds and the determination of the amount of such a distribution will be taken by the general meeting of the unitholders.

The Board of Managers may however decide to pay interim dividends. In such case, the general meeting of unitholders shall ratify the interim dividends and shall, upon proposal from the Board of Managers and within the limits provided by Law and the Articles decide to distribute what has not been paid as interim dividends or otherwise.

## Chapter VI. Dissolution - Liquidation

**Art. 20.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the unitholders.

**Art. 21.** The liquidation of the Company can only be decided if approved by a majority of the unitholders representing three-quarters of the Company's corporate capital.

The liquidation will be carried out by one or several liquidators, unitholders or not, appointed by the unitholders who shall determine their powers and remuneration.

## Chapter VII. Applicable Law

**Art. 22.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

### *Transitory provision*

The first fiscal year shall begin on the date of the incorporation and terminate 31<sup>st</sup> of December 2015.

### *Payment of the units*

All the units have been subscribed by the sole unitholder SW EQUITIES S.à r.l., prenamed, and totally paid up so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR) is from this day on at the free disposal of the company and proof thereof has been given to the undersigned notary, who expressly attests thereto.

### *Expenses*

The amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at 850.- Euros.

### *Decisions of the sole unit-owner*

Immediately after the incorporation of the company, the aboved-named unit owner took the following resolutions:

- 1.- The registered office is established at L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
- 2.- Are appointed as managers of the Board of Managers for an undetermined period:

Mr. Dominik von Wissel, manager, having his professional address at Neuer Wall 63, 20354 Hamburg, Germany, born on 7 October 1972, in Hamburg, Germany.

Mr. Manuel Scheer, employee, having his professional address at L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff, born on 6 May 1985 in Prüm, Germany and

Ms. Silvia Wagner, employee, having his professional address at L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff, born on 3 September 1964 in Solingen, Germany.

### *Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the german version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Ettelbrück, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party, known to the notary, by his surname, Christian name, civil status and residence, the said appearing party signed together with us, the notary, the present deed.

### **Folgt die deutsche Fassung des vorstehenden Textes:**

Im Jahre zweitausendund vierzehn, den fünften Dezember.

Vor dem amtierenden Notar Pierre PROBST, mit Amtswohnsitz in Ettelbrück, Grossherzogtum Luxemburg.

Ist Erschienenen:

SW EQUITIES, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung („société à responsabilité limitée“), mit Sitz in L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg (“Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg”), Sektion B, unter der Nummer 191847,

hier vertreten durch Frau Nadine Closter, Angestellte, beruflich ansässig in L-9087 Ettelbruck, auf Grund einer ihr ausgestellten Vollmacht.

Besagte Vollmacht wird nach gehöriger „ne varietur“ Signatur, durch die Erschienene und den amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigegeben.

Welche Komparentin, vertreten wie eingangs erwähnt, den amtierenden Notar ersucht die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche Sie hiermit gründet, zu beurkunden wie folgt:

## Kapitel I. Form, Name, Sitz, Zweck, Dauer

**Art. 1.** Es wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen „Japan Energy Invest“ gegründet (im Folgenden: die "Gesellschaft"), welche dieser Satzung (im Folgenden: die "Satzung") und den Gesetzen unterstehen wird, die eine solche juristische Person betreffen, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils gültigen Fassung (im Folgenden: das "Gesetz").

**Art. 2.** Der Zweck der Gesellschaft ist es, Beteiligungen in jedweder Form an Handels-, Industrie-, Finanz- oder anderen Gesellschaften oder Unternehmen, im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland, zu erwerben; durch Zeichnung, Kauf, Austausch oder auf andere Art und Weise insbesondere jegliche Aktien, Anteile und/oder andere Beteiligungswertpapiere, Schuldverschreibungen, Obligationsanleihen, Hinterlegungszertifikate und/oder andere Schuldtitel sowie im allgemeinen jegliche Wertpapiere und/oder Finanzinstrumente, die von einer öffentlichen oder privaten Einrichtung begeben werden, zu erwerben; Unternehmen, an denen die Gesellschaft eine Beteiligung hält, jedwede Unterstützung, Darlehen, Vorteile oder Garantien zu gewähren und schließlich jede Maßnahme durchzuführen, die direkt oder indirekt mit diesem Zweck verbunden ist.

Die Gesellschaft darf geschäftsführende Tätigkeiten im Zusammenhang mit Handels-, Industrie-, Finanz- oder anderen Gesellschaften oder Unternehmen, im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland, ausüben.

Die Gesellschaft kann alle gewerblichen, technischen oder finanziellen Tätigkeiten ausführen, die direkt oder indirekt mit allen oben beschriebenen Bereichen verbunden sind, um die Erfüllung ihres Zweckes zu fördern.

**Art. 3.** Der Sitz der Gesellschaft wird in der Gemeinde Niederanven, Großherzogtum Luxemburg, errichtet.

Er kann entsprechend der für eine Änderung der Satzung geltenden gesetzlichen Bestimmungen durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung ihrer Anteilhaber an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der Geschäftsführerrat der Gesellschaft (wie nachstehend in Artikel 10 dieser Satzung definiert) ist hingegen berechtigt den Sitz der Gesellschaft innerhalb von Luxemburg-Stadt zu verlegen.

Sollte eine Situation entstehen oder als unmittelbar bevorstehend erscheinen, die eine normale Tätigkeit am Sitz der Gesellschaft aus militärischen, politischen, wirtschaftlichen oder gesellschaftlichen Gründen verhindert, darf der Sitz der Gesellschaft vorübergehend ins Ausland verlegt werden bis sich die Situation wieder normalisiert; solche zeitlich begrenzten Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, welche unabhängig von einer zeitlich begrenzten Verlegung des Sitzes eine Luxemburgische Gesellschaft bleibt. Die Entscheidung zu einer Verlegung des Sitzes ins Ausland wird vom Geschäftsführerrat getroffen.

Die Gesellschaft darf Büros und Zweigstellen im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland errichten.

**Art. 4.** Die Gesellschaft wird für unbestimmte Zeit gegründet.

## Kapitel II. Kapital - Anteile

**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in zwölftausendfünfhundert (12,500) Anteile. Jeder Anteil hat einen Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-).

**Art. 6.** Das Kapital darf gemäß Artikel 16 dieser Satzung jederzeit durch einen Beschluss des alleinigen Anteilhabers (wenn es nur einen Anteilhaber gibt) oder durch Beschluss der Generalversammlung der Anteilhaber (wenn es mehrere Anteilhaber gibt) verändert werden.

**Art. 7.** Jeder Anteil gewährt dem jeweiligen Inhaber einen Anteil am Vermögen und am Gewinn der Gesellschaft, im unmittelbaren Verhältnis zur Anzahl der existierenden Anteile.

**Art. 8.** Da je Anteil nur ein Inhaber zugelassen ist sind die Gesellschaftsanteile gegenüber der Gesellschaft unteilbar. Mitinhaber müssen eine einzelne Person als Vertreter gegenüber der Gesellschaft ernennen.

**Art. 9.** Wenn es nur einen Anteilhaber gibt, sind die von diesem gehaltenen Gesellschaftsanteile frei übertragbar.

Wenn es mehrere Anteilhaber gibt, dürfen die Anteile, die von jedem Anteilhaber gehalten werden, unter Anwendung der Voraussetzungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes übertragen werden.

Zusätzlich willigt jeder Anteilhaber dazu ein, ohne die vorherige schriftliche Zustimmung des Geschäftsführerrates (wie nachfolgend definiert), kein Sicherungsrecht an einem Anteil einzuräumen oder zu verpfänden.

## Kapitel III. Geschäftsführung

**Art. 10.** Die Gesellschaft wird von einem Geschäftsführerrat (der "Geschäftsführerrat" und jedes Mitglied ein "Geschäftsführer") mit mindestens zwei (2) Mitgliedern geführt. Die Mitglieder des Geschäftsführerrates brauchen keine Anteilhaber zu sein.

Die Geschäftsführer werden auf unbestimmte Zeit ernannt. Jeder Geschäftsführer darf jederzeit, ungeachtet der Art und Weise seiner Ernennung, nur aus legitimen Gründen durch Beschluss von Anteilhabern, welche die Mehrheit der Anteile halten, entlassen werden.

**Art. 11.** Unbeschadet der Artikel 10 und 12 dieser Satzung hat der Geschäftsführerrat Dritten gegenüber grundsätzlich unbeschränkte Befugnis unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Verwaltungshandlungen, Verfügungen und Maßnahmen auszuführen und zu genehmigen die dem Zweck der Gesellschaft entsprechen.

Alle Befugnisse, die weder von Gesetzes wegen noch durch diese Satzung ausdrücklich der Hauptversammlung der Anteilshaber vorbehalten sind, fallen in die Kompetenz des Geschäftsführerrates.

**Art. 12.** Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern oder durch die gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführers zusammen mit einer Person, der diese Befugnis durch den Geschäftsführerrat eingeräumt wurde, verpflichtet.

**Art. 13.** Jeder Geschäftsführer darf seine Befugnisse für spezifische Aufgaben auf einen oder mehrere eigens zu diesem Zweck Beauftragte übertragen.

Jeder Geschäftsführer wird die Kompetenzen, das Entgelt (wenn ein solches vereinbart wird), die Dauer der Vertretungsbefugnis und jegliche andere relevanten Bedingungen dieser Beauftragung eines solchen Beauftragten festlegen.

**Art. 14.** Die Sitzungen des Geschäftsführerrates werden durch beide Geschäftsführer einberufen. Wenn alle Geschäftsführer persönlich anwesend oder vertreten sind können sie auf alle Einberufungserfordernisse und -formalitäten verzichten. Sitzungen des Geschäftsführerrates werden am eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder einem anderen von dem Geschäftsführer oder dem Geschäftsführerrat von Zeit zu Zeit bestimmten Ort in Luxemburg abgehalten.

Jeder Geschäftsführer darf sich bei Sitzungen des Geschäftsführerrates aufgrund einer schriftlichen oder durch Telegramm oder Telefax, Email oder Brief erteilten Vollmacht durch einen anderen Geschäftsführer vertreten lassen. Ein Geschäftsführer darf auch einen anderen Geschäftsführer dazu bestimmen, ihn per Telefon zu vertreten, was schriftlich zu einem späteren Zeitpunkt bestätigt werden muss.

Beschlüsse des Geschäftsführerrates sind rechtsgültig, wenn sie von der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst werden.

Vorrichtungen für Videokonferenzen oder Telefonkonferenzen können zulässigerweise verwendet werden, wenn alle teilnehmenden Geschäftsführer in der Lage sind das Gesprochene zu hören und von allen teilnehmenden Geschäftsführern gehört zu werden, ob sie selbst diese Technologie verwenden oder nicht. Jeder so teilnehmende Geschäftsführer wird als persönlich anwesend erachtet und ist befugt per Video oder am Telefon abzustimmen.

Einstimmige Beschlüsse des Geschäftsführerrates können auch per Umlaufbeschluss gefasst werden, wenn sie schriftlich genehmigt und von allen Geschäftsführer unterzeichnet werden. Diese Genehmigung darf in einem gemeinsamen Dokument oder in mehreren separaten Dokumenten erfolgen, welche per Fax, Email, Telegramm oder Telex verschickt werden.

Diese Beschlüsse haben dieselbe Gültigkeit wie Beschlüsse die auf Sitzungen des Geschäftsführerrates getroffen werden, welche körperlich abgehalten werden.

Stimmen dürfen auch per Brief, Fax, Email, Telegramm, Telex oder am Telefon abgegeben werden, vorausgesetzt, dass im letzteren Fall die Stimmabgabe schriftlich bestätigt wird.

Das Protokoll einer Sitzung des Geschäftsführerrates ist von allen bei der Sitzung gegenwärtigen oder vertretenen Geschäftsführern zu unterzeichnen. Auszüge sollen durch einen beliebigen Geschäftsführer oder durch eine von zwei beliebigen Geschäftsführern bestellte Person oder während einer Sitzung des Geschäftsführerrates beglaubigt werden.

#### **Kapitel IV. Hauptversammlung der Anteilshaber**

**Art. 15.** Jeder Anteilshaber darf an gemeinsamen Entscheidungen unabhängig von der von ihm gehaltenen Anzahl von Anteilen teilnehmen. Jeder Anteilshaber hat Stimmrecht entsprechend der von ihm gehaltenen Anteile.

Falls ein Anteilshaber alle Anteile hält, übernimmt er alle Befugnisse der Hauptversammlung der Anteilshaber, und seine Beschlüsse werden schriftlich festgehalten.

**Art. 16.** Versammlungen der Anteilshaber dürfen jederzeit von einem beliebigen Geschäftsführer einberufen werden, sonst durch Anteilshaber, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Solange die Anzahl der Anteilshaber fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, besteht keine Verpflichtung zum Abhalten von Versammlungen der Anteilshaber. In so einem Fall soll jeder Anteilshaber den genauen Wortlaut der Beschlüsse oder Entscheidungen erhalten und er soll seine Stimme schriftlich abgeben.

Sollte die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Anteilshaber haben, muss mindestens eine jährliche Hauptversammlung der Anteilshaber abgehalten werden.

Unabhängig von der Anzahl der Anteilshaber sind die Konten und die Gewinn- und Verlustrechnung den Anteilshabern für ihre Zustimmung vorzulegen. Die Anteilshaber sollen auch ausdrücklich darüber abstimmen, ob dem Geschäftsführerrat Entlastung erteilt wird.

Gemeinsame Entscheidungen der Anteilshaber sind nur dann rechtsgültig getroffen, wenn sie von Anteilshabern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten, gebilligt werden. Wenn diese Zahl bei einer ersten Versammlung oder einer ersten schriftlichen Befragung nicht erreicht wird, sollen die Anteilshaber ein zweites Mal einberufen oder



per Einschreiben befragt werden. Entscheidungen können dann mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen werden, unabhängig von dem vertretenen Gesellschaftskapital.

Beschlüsse zur Abänderung dieser Satzung können nur von Anteilshabern, die gemeinsam drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, in Übereinstimmung mit den rechtlichen Vorschriften, gefasst werden.

Darüber hinaus kann die Nationalität der Gesellschaft nur verändert und können die Verbindlichkeiten der Anteilshaber nur erhöht werden durch einstimmigen Beschluss aller Anteilshaber und in Übereinstimmung mit jeglichen rechtlichen Voraussetzungen.

### **Kapitel V. Geschäftsjahr - Konten.**

**Art. 17.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember jeden Jahres.

**Art. 18.** Am Ende jeden Geschäftsjahres wird der Jahresabschluss der Gesellschaft festgelegt und der Geschäftsführerrat fertigt eine Bestandsaufnahme an, welche Angabe über den Wert des Vermögens und der Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhaltet.

Jeder Anteilshaber darf den Jahresabschluss und die Bestandsaufnahme am Sitz der Gesellschaft einsehen.

**Art. 19.** Der Bruttogewinn der Gesellschaft nach dem Jahresbericht nach Abzug allgemeiner Unkosten, Abschreibungen und Kosten entspricht dem Nettogewinn. Ein Betrag von fünf Prozent (5 %) des Nettogewinns der Gesellschaft ist bestimmt für die rechtlich vorgeschriebene Reserve, bis diese Reserve zu einem Betrag von zehn Prozent (10 %) des Gesellschaftskapitals angestiegen ist.

In dem Maße wie Geldmittel auf Ebene der Gesellschaft für eine Ausschüttung zur Verfügung stehen und in dem Maße, in dem das Gesetz und diese Satzung es zulassen, darf der Geschäftsführerrat vorschlagen, dass Geldmittel für eine Ausschüttung zur Verfügung stehen.

Die Entscheidung über eine Ausschüttung von Geldmitteln und die Bestimmung des auszuschüttenden Betrages wird von der Hauptversammlung der Anteilshaber getroffen.

Der Geschäftsführerrat darf jedoch entscheiden, zwischenzeitlich Gewinne auszuschütten. In einem solchen Fall muss die Hauptversammlung der Aktionäre diesen zwischenzeitlichen Gewinnausschüttungen zustimmen und sie soll auf Vorschlag des Geschäftsführerrates und innerhalb der gesetzlich und von dieser Satzung vorgeschriebenen Grenzen entscheiden, ob, was nicht im Rahmen einer zwischenzeitlichen Gewinnausschüttung oder sonst wie ausgezahlt wurde, ausgezahlt werden soll.

### **Kapitel VI. Auflösung und Liquidation**

**Art. 20.** Der Tod eines Anteilshabers, die Aufhebung seiner staatsbürgerlichen Rechte, seine Insolvenz oder sein Bankrott, führen nicht die Auflösung der Gesellschaft nach sich.

**Art. 21.** Die Liquidation der Gesellschaft kann nur durch eine Mehrheit der Anteilshaber, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt, beschlossen werden.

Die Liquidation der wird von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt, welche keine Anteilshaber zu sein brauchen und welche von den Anteilshabern ernannt werden. Die Anteilshaber bestimmen auch über die Befugnisse und das Entgelt der Liquidatoren.

### **Kapitel VII. Anwendbares Recht**

**Art. 22.** Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung speziell geregelt sind, gelten die Regelungen des Gesetzes.

#### *Übergangsbestimmung*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2015.

#### *Einzahlung der Anteile*

Alle Anteile wurden durch den alleinigen Gesellschafter SW Equities S.à r.l., gezeichnet, und in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölf tausend fünf hundert Euro (12.500,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was hiermit ausdrücklich von dem amtierenden Notar festgestellt wurde.

#### *Kosten*

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt 850.-Euro veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

#### *Erklärung des Unterzeichners*

Der Gesellschafter erklärt hiermit, dass er der dinglich Begünstigte der Gesellschaft, die Gegenstand dieser Urkunde ist, im Sinne des Gesetzes vom 12. November 2004 in der abgeänderten Fassung, und bescheinigt, dass die Mittel / Güter / Rechte die das Kapital der Gesellschaft bilden nicht von irgendeiner Tätigkeit, die nach Artikel 506-1 des Strafgesetzbuches oder Artikel 8-1 des Gesetzes vom 19. Februar 1973 betreffend den Handel von Arzneimitteln und die Bekämpfung der

Drogenabhängigkeit oder einer terroristische Handlung stammen im Sinne des Artikels 135-5 des Strafgesetzbuches (als Finanzierung des Terrorismus definiert).

*Beschlussfassung durch den Alleinigen Gesellschafter*

Anschließend hat der Komparent folgende Beschlüsse gefasst:

1.- Die Adresse des Gesellschaftssitzes befindet sich in L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

2.- Zu Geschäftsführern des Geschäftsführerrates werden folgende Personen auf unbestimmte Dauer ernannt:

Herr Dominik von Wissel, Geschäftsführer, mit beruflicher Adresse in Neuer Wall 63, 20354 Hamburg, Deutschland, geboren am 7. Oktober 1972 in Hamburg;

Herr Manuel Scheer, Angestellter, mit beruflicher Adresse in L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff, geboren am 6. Mai 1985 in Prüm, Deutschland und

Frau Silvia Wagner, Angestellte, mit beruflicher Adresse in L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff, geboren am 3. September 1964 in Solingen, Deutschland.

*Erklärung*

Der unterzeichnete Notar versteht und spricht Englisch und erklärt, dass auf Wunsch des Komparenten gegenwärtige Urkunde in Englisch verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung. Auf Ersuchen derselben Person und im Falle von Divergenzen zwischen dem deutschen und dem englischen Text, ist die deutsche Fassung maßgebend.

WORÜBER URKUNDE, Errichtet wurde in Ettelbrück, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Nadine CLOSTER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 10 décembre 2014. Relation: DIE/2014/15990. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

*Le Receveur (signé): Tholl.*

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begeh und zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Ettelbrück, den 6. Januar 2015.

Référence de publication: 2015002462/374.

(150001579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2015.

**Longsol Invest I, Société à responsabilité limitée,  
(anc. Japan Energy Invest).**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 193.271.

Im Jahre zweitausendvierzehn, den zwölften Dezember,

Vor dem unterzeichnenden Notar Pierre PROBST, mit dem Amtssitz in Ettelbrück.

Ist erschienen:

SW EQUITIES, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit Sitz in L-1736 Senningerberg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg („Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg“), Sektion B, unter Nummer 191.847,

hier vertreten durch Frau Nadine Closter, Angestellte, beruflich ansässig in L-9087 Ettelbrück, 2, Place de l'Hôtel de Ville

auf Grund einer Vollmacht vom elften Dezember zweitausendundvierzehn.

Die vorgenannte Vollmacht bleibt nach ne varietur Paraphierung durch den Bevollmächtigten und den amtierenden Notar gegenwärtiger Urkunde beigegeben um mit ihr einregistriert zu werden.

Die Erschienene ist die alleinige Anteilsinhaberin der Gesellschaft mit beschränkter Haftung „Japan Energy Invest“ („Gesellschaft“), mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, mit laufender Eintragung im Handels- und Firmenregister Luxemburg, gegründet durch Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 5. Dezember 2014, noch nicht veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations („Mémorial“) C.

Die alleinige Anteilsinhaberin erklärt, dass sie im Voraus von der Tagesordnung unterrichtet wurde und auf die gesetzliche oder statutarische Einberufung und sonstige Formalien verzichtet und somit befugt ist, über nachstehende Tagesordnung zu beschließen.

V. Die Tagesordnung gegenwärtiger Generalversammlung begreift nachfolgende Punkte:

1. Änderung des Firmennamens der Gesellschaft in „Longsol Invest I“.



2. Änderung des Artikels 1 der deutschen Fassung der Satzung der Gesellschaft, um die Änderung des Firmennamens widerzuspiegeln.

3. Änderung des Artikels 1 der englischen Fassung der Satzung der Gesellschaft, um die Änderung des Firmennamens widerzuspiegeln.

4. Verschiedenes.

Die alleinige Anteilsinhaberin oder deren Vertreterin bittet den unterzeichnenden Notar folgende Beschlüsse in die Urkunde aufzunehmen:

*Erster Beschluss.*

Die Generalversammlung beschließt, den Firmennamen der Gesellschaft in „Longsol Invest I“ zu ändern.

*Zweiter Beschluss.*

Die Generalversammlung beschließt, Artikel 1 in der deutschen Fassung der Satzung der Gesellschaft zu ändern, um die Änderung des Firmennamens der Gesellschaft entsprechend vorangehendem Beschluss widerzuspiegeln, so dass dieser nunmehr wie folgt lautet:

„ **Art. 1.** Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen „Longsol Invest I“ (im Folgenden: die „Gesellschaft“), welche dieser Satzung und den Gesetzen unterstehen wird, die eine solche juristische Person betreffen, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner gültigen Fassung (im Folgenden: das „Gesetz“).“

*Dritter Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt, Artikel 1 in der englischen Fassung der Satzung der Gesellschaft zu ändern, um die Änderung des Firmennamens der Gesellschaft entsprechend vorangehendem Beschluss widerzuspiegeln, so dass dieser nunmehr wie folgt lautet:

“ **Art. 1.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name “Longsol Invest I” which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the “Company”), and in particular by the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (hereafter the “Law”), as well as by the present articles of association (hereafter the “Articles”).”

*Kosten.*

Die Kosten, Gebühren und jedwede Auslagen die der Gesellschaft auf Grund gegenwärtiger Urkunde entstehen, werden geschätzt auf 750,- EUR.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Ettelbrück, Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung des Vorstehenden an die Anwesende, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen sowie Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Nadine CLOSTER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 17 décembre 2014. Relation: DIE/2014/16297. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

*Le Receveur (signé): Tholl.*

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial erteilt.

Ettelbrück, den 6. Januar 2015.

Référence de publication: 2015002463/65.

(150001579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2015.

**Sabenn S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1750 Luxembourg, 38, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 171.199.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014208546/10.

(140232404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

**Munroe K Europe S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 117.323.

*Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 26 novembre 2014*

L'associé unique a décidé de nommer pour une durée indéterminée, Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, comme nouveau gérant de la société en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, gérant démissionnaire en date de ce jour.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 26 novembre 2014.

Référence de publication: 2014206067/14.

(140230620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

**Solar Japan Invest, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 193.269.

**STATUTES**

In the year two thousand and fourteen, on the fifth day of December.

Before Us Maître Pierre PROBST, notary residing at Ettelbrück, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

**APPEARED:**

SW EQUITIES, a private limited liability company („Gesellschaft mit beschränkter Haftung / société à responsabilité limitée“), having its registered office at L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff, filed at the Companies and Trade Register of Luxembourg (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg), Section B, under the number 191847,

here represented by Mrs Nadine Closter, employee, professionally residing at L-9087 Ettelbruck, by virtue of a power of attorney delivered to the appearing.

Said power of attorney, signed „ne varietur“ by the appearing and the officiating notary, shall remain attached to the present deed.

This appearing party requests the undersigned notary to draw up the Constitutive Deed of a limited liability company, ("Gesellschaft mit beschränkter Haftung"), as follows:

**Chapter I. Form, Name, Registered Office, Object, Duration**

**Art. 1.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "Solar Japan Invest" which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles").

**Art. 2.** The Company's corporate object is to take participations, in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other companies or enterprises; to acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, units and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and/or financial instruments issued by any public or private entity whatsoever; to grant to enterprises in which the Company has an interest, any assistance, loans, advances or guarantees, finally to perform any operations which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company may carry out any activities in relation to the management of any commercial, industrial, financial or other companies or enterprises, in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

**Art. 3.** The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven in the Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its unitholders deliberating in the manner provided for the amendments to the Articles.

However, the Board of Managers (as defined in article 10 of the Articles) of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the same municipality.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily

transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Managers.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

**Art. 4.** The Company is incorporated for an unlimited period.

### Chapter II. Capital - Units

**Art. 5.** The corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) units. Each unit has a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

**Art. 6.** The capital may be changed at any time by a decision of the single unitholder (where there is only one unitholder) or by a decision of the general meeting of unitholders (in case of plurality of unitholders), in accordance with article 16 of the Articles.

**Art. 7.** Each unit entitles the holder thereof to a portion of the Company's assets and profits, in direct proportion to the number of units in existence.

**Art. 8.** Towards the Company, the Company's units are indivisible, since only one owner is admitted per unit. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

**Art. 9.** In case of a single unitholder, the Company's units held by the single unitholder are freely transferable.

In case of plurality of unitholders, the units held by each unitholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

In addition, each unitholder agrees that it will not pledge or grant a security interest in any unit without the prior written consent of the Board of Managers (as defined below).

### Chapter III. Management

**Art. 10.** The Company is managed by a board of managers (the "Board of Managers" and each member a "Manager") of at least two (2) members. The members of the Board of Managers need not be unitholders.

The Managers are appointed for an unlimited period of time. Each Manager may be removed at any time, regardless of the method of their appointment, for legitimate reasons only, by a resolution of unitholders holding a majority of votes.

**Art. 11.** In dealing with third parties and without prejudice to articles 10 and 12 of the present Articles, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all administration and disposition acts and operations consistent with the Company's objects.

All powers not expressly reserved by law or by the Articles to the general meeting of unitholders fall within the competence of the Board of Managers.

**Art. 12.** Towards third parties, the Company shall be validly bound by the joint signature of any two Managers or by the signature of a Manager and any person to whom such power shall be delegated by the Board of Managers.

**Art. 13.** Any Manager may delegate its powers for specific tasks to one or more ad hoc agents. Any Manager will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

**Art. 14.** The meetings of the Board of Managers are convened by two Managers. In case all the Managers are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities. Meetings of the Board of Managers shall be held at the registered office of the Company or such other place in Luxembourg as the Manager or the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or e-mail or letter another Manager as his proxy. A Manager may also appoint another Manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

The resolutions of the Board of Managers are validly adopted if approved by a majority of the members of the Board of Managers, present or represented.

The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating member of the Board of Managers is able to hear and to be heard by all other participating members whether or not using this technology, and each participating member of the Board of Managers shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

Written resolutions of the Board of Managers can be validly taken if approved in writing and signed by all the members of the Board of Managers. Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax, e-mail, telegram or telex. These resolutions shall have the same effect as resolutions voted at the Board of Managers' meetings, physically held.

Votes may also be cast by mail, fax, e-mail, telegram, telex, or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by all Managers present or represented at the meeting. Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any two Managers or during a meeting of the Board of Managers.

#### **Chapter IV. General Meeting of Unitholders**

**Art. 15.** Each unitholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of units which he owns. Each unitholder has voting rights commensurate with his unit holding.

In case of one unitholder owning all the units, it assumes all powers conferred to the general meeting of unitholders and its decisions are recorded in writing.

**Art. 16.** Unitholders meetings may always be convened by any Manager, failing which by unitholders representing more than half of the capital of the Company.

The holding of general meetings shall not be obligatory where the number of unitholders does not exceed twenty-five. In such a case, each unitholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

Should the Company have more than twenty-five unitholders, at least one annual general meeting must be held each year.

Whatever the number of unitholders, the balance sheet and profit and loss account shall be submitted to the unitholders for approval who also shall vote specifically as to whether discharge is to be given to the Board of Managers.

Collective decisions of unitholders are only validly taken insofar as unitholders owning more than half of the corporate capital adopt them. If that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the unitholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority of the unitholders owning at least three-quarters of the Company's corporate capital in accordance with any provisions of the Law.

Moreover, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its unitholders may be increased only with the unanimous consent of all the unitholders and in compliance with any other legal requirement.

#### **Chapter V. Financial year - Balance sheet**

**Art. 17.** The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty first of December of each year.

**Art. 18.** At the end of each financial year, the Company's accounts are established and the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each unitholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 19.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's corporate capital.

To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by Law and by the Articles, the Board of Managers shall propose that funds available be distributed.

The decision to distribute funds and the determination of the amount of such a distribution will be taken by the general meeting of the unitholders.

The Board of Managers may however decide to pay interim dividends. In such case, the general meeting of unitholders shall ratify the interim dividends and shall, upon proposal from the Board of Managers and within the limits provided by Law and the Articles decide to distribute what has not been paid as interim dividends or otherwise.

#### **Chapter VI. Dissolution - Liquidation**

**Art. 20.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the unitholders.

**Art. 21.** The liquidation of the Company can only be decided if approved by a majority of the unitholders representing three-quarters of the Company's corporate capital.

The liquidation will be carried out by one or several liquidators, unitholders or not, appointed by the unitholders who shall determine their powers and remuneration.

#### **Chapter VII. Applicable Law**

**Art. 22.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

*Transitory provision*

The first fiscal year shall begin on the date of the incorporation and terminate 31<sup>st</sup> of December 2015.

*Payment of the units*

All the units have been subscribed by the sole unitholder SW EQUITIES S.à r.l., prenamed, and totally paid up so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR) is from this day on at the free disposal of the company and proof thereof has been given to the undersigned notary, who expressly attests thereto.

*Expenses*

The amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at 850 Euros.

*Decisions of the sole unit-owner*

Immediately after the incorporation of the company, the aboved-named unit owner took the following resolutions:

1.- The registered office is established at L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

2.- Are appointed as managers of the Board of Managers for an undetermined period:

Mr. Dominik von Wissel, manager, having his professional address at Neuer Wall 63, 20354 Hamburg, Germany, born on 7 October 1972, in Hamburg, Germany.

Mr. Manuel Scheer, employee, having his professional address at L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff, born on 6 May 1985 in Prüm, Germany and

Ms. Silvia Wagner, employee, having his professional address at L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff, born on 3 September 1964 in Solingen, Germany.

*Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the german version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Ettelbrück, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party, known to the notary, by his surname, Christian name, civil status and residence, the said appearing party signed together with us, the notary, the present deed.

**Folgt die deutsche Fassung des vorstehenden Textes:**

Im Jahre zweitausendund vierzehn, den fünften Dezember.

Vor dem amtierenden Notar Pierre PROBST, mit Amtswohnsitz in Ettelbrück, Grossherzogtum Luxemburg.

Ist Erschienenen:

SW EQUITIES, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung („société à responsabilité limitée“), mit Sitz in L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg (“Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg”), Sektion B, unter der Nummer 191847,

hier vertreten durch Frau Nadine Closter, Angestellte, beruflich ansässig in L-9087 Ettelbruck, auf Grund einer ihr ausgestellten Vollmacht.,

auf Grund einer ihr ausgestellten Vollmacht.

Besagte Vollmacht wird nach gehöriger „ne varietur“ Signatur, durch die Erschienene und den amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigegeben.

Welche Komparentin, vertreten wie eingangs erwähnt, den amtierenden Notar ersucht die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche Sie hiermit gründet, zu beurkunden wie folgt:

**Kapitel I. Form, Name, Sitz, Zweck, Dauer**

**Art. 1.** Es wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen „Solar Japan Invest“ gegründet (im Folgenden: die "Gesellschaft"), welche dieser Satzung (im Folgenden: die "Satzung") und den Gesetzen unterstehen wird, die eine solche juristische Person betreffen, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils gültigen Fassung (im Folgenden: das "Gesetz").

**Art. 2.** Der Zweck der Gesellschaft ist es, Beteiligungen in jedweder Form an Handels-, Industrie-, Finanz- oder anderen Gesellschaften oder Unternehmen, im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland, zu erwerben; durch Zeichnung, Kauf, Austausch oder auf andere Art und Weise insbesondere jegliche Aktien, Anteile und/oder andere Beteiligungswertpapiere, Schuldverschreibungen, Obligationsanleihen, Hinterlegungszertifikate und/oder andere Schuldtitel sowie im allgemeinen jegliche Wertpapiere und/oder Finanzinstrumente, die von einer öffentlichen oder privaten Einrichtung begeben werden, zu erwerben; Unternehmen, an denen die Gesellschaft eine Beteiligung hält, jedwede Unterstützung,

Darlehen, Vorteile oder Garantien zu gewähren und schließlich jede Maßnahme durchzuführen, die direkt oder indirekt mit diesem Zweck verbunden ist.

Die Gesellschaft darf geschäftsführende Tätigkeiten im Zusammenhang mit Handels-, Industrie-, Finanz- oder anderen Gesellschaften oder Unternehmen, im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland, ausüben.

Die Gesellschaft kann alle gewerblichen, technischen oder finanziellen Tätigkeiten ausführen, die direkt oder indirekt mit allen oben beschriebenen Bereichen verbunden sind, um die Erfüllung ihres Zweckes zu fördern.

**Art. 3.** Der Sitz der Gesellschaft wird in der Gemeinde Niederanven, Großherzogtum Luxemburg, errichtet.

Er kann entsprechend der für eine Änderung der Satzung geltenden gesetzlichen Bestimmungen durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung ihrer Anteilhaber an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der Geschäftsführerrat der Gesellschaft (wie nachstehend in Artikel 10 dieser Satzung definiert) ist hingegen berechtigt den Sitz der Gesellschaft innerhalb von Luxemburg-Stadt zu verlegen.

Sollte eine Situation entstehen oder als unmittelbar bevorstehend erscheinen, die eine normale Tätigkeit am Sitz der Gesellschaft aus militärischen, politischen, wirtschaftlichen oder gesellschaftlichen Gründen verhindert, darf der Sitz der Gesellschaft vorübergehend ins Ausland verlegt werden bis sich die Situation wieder normalisiert; solche zeitlich begrenzten Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, welche unabhängig von einer zeitlich begrenzten Verlegung des Sitzes eine Luxemburgische Gesellschaft bleibt. Die Entscheidung zu einer Verlegung des Sitzes ins Ausland wird vom Geschäftsführerrat getroffen.

Die Gesellschaft darf Büros und Zweigstellen im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland errichten.

**Art. 4.** Die Gesellschaft wird für unbestimmte Zeit gegründet.

## Kapitel II. Kapital - Anteile

**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), aufgeteilt in zwölftausendfünfhundert (12,500) Anteile. Jeder Anteil hat einen Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-).

**Art. 6.** Das Kapital darf gemäß Artikel 16 dieser Satzung jederzeit durch einen Beschluss des alleinigen Anteilhabers (wenn es nur einen Anteilhaber gibt) oder durch Beschluss der Generalversammlung der Anteilhaber (wenn es mehrere Anteilhaber gibt) verändert werden.

**Art. 7.** Jeder Anteil gewährt dem jeweiligen Inhaber einen Anteil am Vermögen und am Gewinn der Gesellschaft, im unmittelbaren Verhältnis zur Anzahl der existierenden Anteile.

**Art. 8.** Da je Anteil nur ein Inhaber zugelassen ist sind die Gesellschaftsanteile gegenüber der Gesellschaft unteilbar. Mitinhaber müssen eine einzelne Person als Vertreter gegenüber der Gesellschaft ernennen.

**Art. 9.** Wenn es nur einen Anteilhaber gibt, sind die von diesem gehaltenen Gesellschaftsanteile frei übertragbar.

Wenn es mehrere Anteilhaber gibt, dürfen die Anteile, die von jedem Anteilhaber gehalten werden, unter Anwendung der Voraussetzungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes übertragen werden.

Zusätzlich willigt jeder Anteilhaber dazu ein, ohne die vorherige schriftliche Zustimmung des Geschäftsführerrates (wie nachfolgend definiert), kein Sicherungsrecht an einem Anteil einzuräumen oder zu verpfänden.

## Kapitel III. Geschäftsführung

**Art. 10.** Die Gesellschaft wird von einem Geschäftsführerrat (der "Geschäftsführerrat" und jedes Mitglied ein "Geschäftsführer") mit mindestens zwei (2) Mitgliedern geführt. Die Mitglieder des Geschäftsführerrates brauchen keine Anteilhaber zu sein.

Die Geschäftsführer werden auf unbestimmte Zeit ernannt. Jeder Geschäftsführer darf jederzeit, ungeachtet der Art und Weise seiner Ernennung, nur aus legitimen Gründen durch Beschluss von Anteilhabern, welche die Mehrheit der Anteile halten, entlassen werden.

**Art. 11.** Unbeschadet der Artikel 10 und 12 dieser Satzung hat der Geschäftsführerrat Dritten gegenüber grundsätzlich unbeschränkte Befugnis unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Verwaltungshandlungen, Verfügungen und Maßnahmen auszuführen und zu genehmigen die dem Zweck der Gesellschaft entsprechen.

Alle Befugnisse, die weder von Gesetzes wegen noch durch diese Satzung ausdrücklich der Hauptversammlung der Anteilhaber vorbehalten sind, fallen in die Kompetenz des Geschäftsführerrates.

**Art. 12.** Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern oder durch die gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführers zusammen mit einer Person, der diese Befugnis durch den Geschäftsführerrat eingeräumt wurde, verpflichtet.

**Art. 13.** Jeder Geschäftsführer darf seine Befugnisse für spezifische Aufgaben auf einen oder mehrere eigens zu diesem Zweck Beauftragte übertragen.

Jeder Geschäftsführer wird die Kompetenzen, das Entgelt (wenn ein solches vereinbart wird), die Dauer der Vertretungsbefugnis und jegliche andere relevanten Bedingungen dieser Beauftragung eines solchen Beauftragten festlegen.



**Art. 14.** Die Sitzungen des Geschäftsführerrates werden durch beide Geschäftsführer einberufen. Wenn alle Geschäftsführer persönlich anwesend oder vertreten sind können sie auf alle Einberufungsanforderungen und -formalitäten verzichten. Sitzungen des Geschäftsführerrates werden am eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder einem anderen von dem Geschäftsführer oder dem Geschäftsführerrat von Zeit zu Zeit bestimmten Ort in Luxemburg abgehalten.

Jeder Geschäftsführer darf sich bei Sitzungen des Geschäftsführerrates aufgrund einer schriftlichen oder durch Telegramm oder Telefax, Email oder Brief erteilten Vollmacht durch einen anderen Geschäftsführer vertreten lassen. Ein Geschäftsführer darf auch einen anderen Geschäftsführer dazu bestimmen, ihn per Telefon zu vertreten, was schriftlich zu einem späteren Zeitpunkt bestätigt werden muss.

Beschlüsse des Geschäftsführerrates sind rechtsgültig, wenn sie von der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst werden.

Vorrichtungen für Videokonferenzen oder Telefonkonferenzen können zulässigerweise verwendet werden, wenn alle teilnehmenden Geschäftsführer in der Lage sind das Gesprochene zu hören und von allen teilnehmenden Geschäftsführern gehört zu werden, ob sie selbst diese Technologie verwenden oder nicht. Jeder so teilnehmende Geschäftsführer wird als persönlich anwesend erachtet und ist befugt per Video oder am Telefon abzustimmen.

Einstimmige Beschlüsse des Geschäftsführerrates können auch per Umlaufbeschluss gefasst werden, wenn sie schriftlich genehmigt und von allen Geschäftsführer unterzeichnet werden. Diese Genehmigung darf in einem gemeinsamen Dokument oder in mehreren separaten Dokumenten erfolgen, welche per Fax, Email, Telegramm oder Telex verschickt werden.

Diese Beschlüsse haben dieselbe Gültigkeit wie Beschlüsse die auf Sitzungen des Geschäftsführerrates getroffen werden, welche körperlich abgehalten werden.

Stimmen dürfen auch per Brief, Fax, Email, Telegramm, Telex oder am Telefon abgegeben werden, vorausgesetzt, dass im letzteren Fall die Stimmabgabe schriftlich bestätigt wird.

Das Protokoll einer Sitzung des Geschäftsführerrates ist von allen bei der Sitzung gegenwärtigen oder vertretenen Geschäftsführern zu unterzeichnen. Auszüge sollen durch einen beliebigen Geschäftsführer oder durch eine von zwei beliebigen Geschäftsführern bestellte Person oder während einer Sitzung des Geschäftsführerrates beglaubigt werden.

#### **Kapitel IV. Hauptversammlung der Anteilhaber**

**Art. 15.** Jeder Anteilhaber darf an gemeinsamen Entscheidungen unabhängig von der von ihm gehaltenen Anzahl von Anteilen teilnehmen.

Jeder Anteilhaber hat Stimmrecht entsprechend der von ihm gehaltenen Anteile.

Falls ein Anteilhaber alle Anteile hält, übernimmt er alle Befugnisse der Hauptversammlung der Anteilhaber, und seine Beschlüsse werden schriftlich festgehalten.

**Art. 16.** Versammlungen der Anteilhaber dürfen jederzeit von einem beliebigen Geschäftsführer einberufen werden, sonst durch Anteilhaber, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Solange die Anzahl der Anteilhaber fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, besteht keine Verpflichtung zum Abhalten von Versammlungen der Anteilhaber. In so einem Fall soll jeder Anteilhaber den genauen Wortlaut der Beschlüsse oder Entscheidungen erhalten und er soll seine Stimme schriftlich abgeben.

Sollte die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Anteilhaber haben, muss mindestens eine jährliche Hauptversammlung der Anteilhaber abgehalten werden.

Unabhängig von der Anzahl der Anteilhaber sind die Konten und die Gewinn- und Verlustrechnung den Anteilhabern für ihre Zustimmung vorzulegen. Die Anteilhaber sollen auch ausdrücklich darüber abstimmen, ob dem Geschäftsführerrat Entlastung erteilt wird.

Gemeinsame Entscheidungen der Anteilhaber sind nur dann rechtsgültig getroffen, wenn sie von Anteilhabern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten, gebilligt werden. Wenn diese Zahl bei einer ersten Versammlung oder einer ersten schriftlichen Befragung nicht erreicht wird, sollen die Anteilhaber ein zweites Mal einberufen oder per Einschreiben befragt werden. Entscheidungen können dann mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen werden, unabhängig von dem vertretenen Gesellschaftskapital.

Beschlüsse zur Abänderung dieser Satzung können nur von Anteilhabern, die gemeinsam drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, in Übereinstimmung mit den rechtlichen Vorschriften, gefasst werden.

Darüber hinaus kann die Nationalität der Gesellschaft nur verändert und können die Verbindlichkeiten der Anteilhaber nur erhöht werden durch einstimmigen Beschluss aller Anteilhaber und in Übereinstimmung mit jeglichen rechtlichen Voraussetzungen.

#### **Kapitel V. Geschäftsjahr - Konten.**

**Art. 17.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember jeden Jahres.

**Art. 18.** Am Ende jeden Geschäftsjahres wird der Jahresabschluss der Gesellschaft festgelegt und der Geschäftsführerrat fertigt eine Bestandsaufnahme an, welche Angabe über den Wert des Vermögens und der Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhaltet.

Jeder Anteilshaber darf den Jahresabschluss und die Bestandsaufnahme am Sitz der Gesellschaft einsehen.

**Art. 19.** Der Bruttogewinn der Gesellschaft nach dem Jahresbericht nach Abzug allgemeiner Unkosten, Abschreibungen und Kosten entspricht dem Nettogewinn. Ein Betrag von fünf Prozent (5 %) des Nettogewinns der Gesellschaft ist bestimmt für die rechtlich vorgeschriebene Reserve, bis diese Reserve zu einem Betrag von zehn Prozent (10 %) des Gesellschaftskapitals angestiegen ist.

In dem Maße wie Geldmittel auf Ebene der Gesellschaft für eine Ausschüttung zur Verfügung stehen und in dem Maße, in dem das Gesetz und diese Satzung es zulassen, darf der Geschäftsführerrat vorschlagen, dass Geldmittel für eine Ausschüttung zur Verfügung stehen.

Die Entscheidung über eine Ausschüttung von Geldmitteln und die Bestimmung des auszuschüttenden Betrages wird von der Hauptversammlung der Anteilshaber getroffen.

Der Geschäftsführerrat darf jedoch entscheiden, zwischenzeitlich Gewinne auszuschütten. In einem solchen Fall muss die Hauptversammlung der Aktionäre diesen zwischenzeitlichen Gewinnausschüttungen zustimmen und sie soll auf Vorschlag des Geschäftsführerrates und innerhalb der gesetzlich und von dieser Satzung vorgeschriebenen Grenzen entscheiden, ob, was nicht im Rahmen einer zwischenzeitlichen Gewinnausschüttung oder sonst wie ausgezahlt wurde, ausgezahlt werden soll.

## Kapitel VI. Auflösung und Liquidation

**Art. 20.** Der Tod eines Anteilshabers, die Aufhebung seiner staatsbürgerlichen Rechte, seine Insolvenz oder sein Bankrott, führen nicht die Auflösung der Gesellschaft nach sich.

**Art. 21.** Die Liquidation der Gesellschaft kann nur durch eine Mehrheit der Anteilshaber, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt, beschlossen werden.

Die Liquidation der wird von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt, welche keine Anteilshaber zu sein brauchen und welche von den Anteilshabern ernannt werden. Die Anteilshaber bestimmen auch über die Befugnisse und das Entgelt der Liquidatoren.

## Kapitel VII. Anwendbares Recht

**Art. 22.** Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung speziell geregelt sind, gelten die Regelungen des Gesetzes.

### *Übergangsbestimmung*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2015.

### *Einzahlung der Anteile*

Alle Anteile wurden durch den alleinigen Gesellschafter SW Equities S.à r.l., gezeichnet, und in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölf tausend fünf hundert Euro (12.500,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was hiermit ausdrücklich von dem amtierenden Notar festgestellt wurde.

### *Erklärung des Unterzeichners*

Der Gesellschafter erklärt hiermit, dass er der dinglich Begünstigte der Gesellschaft, die Gegenstand dieser Urkunde ist, im Sinne des Gesetzes vom 12. November 2004 in der abgeänderten Fassung, und bescheinigt, dass die Mittel / Güter / Rechte die das Kapital der Gesellschaft bilden nicht von irgendeiner Tätigkeit, die nach Artikel 506-1 des Strafgesetzbuches oder Artikel 8-1 des Gesetzes vom 19. Februar 1973 betreffend den Handel von Arzneimitteln und die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit oder einer terroristische Handlung stammen im Sinne des Artikels 135-5 des Strafgesetzbuches (als Finanzierung des Terrorismus definiert).

### *Kosten*

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt 850.-Euro veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

### *Beschlussfassung Durch den Alleinigen Gesellschafter*

Anschliessend hat der Komparent folgende Beschlüsse gefasst:

1.- Die Adresse des Gesellschaftssitzes befindet sich in L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

2.- Zu Geschäftsführern des Geschäftsführerrates werden folgende Personen auf unbestimmte Dauer ernannt:

Herr Dominik von Wissel, Geschäftsführer, mit beruflicher Adresse in Neuer Wall 63, 20354 Hamburg, Deutschland, geboren am 7. Oktober 1972 in Hamburg;

Herr Manuel Scheer, Angestellter, mit beruflicher Adresse in L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff, geboren am 6. Mai 1985 in Prüm, Deutschland und



Frau Silvia Wagner, Angestellte, mit beruflicher Adresse in L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff, geboren am 3. September 1964 in Solingen, Deutschland.

#### Erklärung

Der unterzeichnete Notar versteht und spricht Englisch und erklärt, dass auf Wunsch des Komparenten gegenwärtige Urkunde in Englisch verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung. Auf Ersuchen derselben Person und im Falle von Divergenzen zwischen dem deutschen und dem englischen Text, ist die deutsche Fassung maßgebend.

WORÜBER URKUNDE, Errichtet wurde in Ettelbrück, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Nadine CLOSTER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 10 décembre 2014. Relation: DIE/2014/15989. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Tholl.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehren und zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Ettelbrück, den 6. Januar 2015.

Référence de publication: 2015002464/376.

(150001537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2015.

**Longsol Invest II, Société à responsabilité limitée,  
(anc. Solar Japan Invest).**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 193.269.

Im Jahre zweitausendvierzehn, den zwölften Dezember,

Vor dem unterzeichnenden Notar Pierre PROBST, mit dem Amtssitz in Ettelbrück.

Ist erschienen:

SW EQUITIES, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit Sitz in L-1736 Senningerberg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg („Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg“), Sektion B, unter Nummer 191.847,

hier vertreten durch Frau Nadine Closter, Angestellte, beruflich ansässig in L-9087 Ettelbrück, 2, Place de l'Hôtel de Ville,

auf Grund einer Vollmacht vom elften Dezember zweitausendundvierzehn.

Die vorgenannte Vollmacht bleibt nach ne varietur Paraphierung durch den Bevollmächtigten und den amtierenden Notar gegenwärtiger Urkunde beigegeben um mit ihr einregistriert zu werden.

Die Erschienene ist die alleinige Anteilsinhaberin der Gesellschaft mit beschränkter Haftung „Solar Japan Invest“ („Gesellschaft“), mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, mit laufender Eintragung im Handels- und Firmenregister Luxemburg, gegründet durch Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 5. Dezember 2014, noch nicht veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations („Mémorial“) C.

Die alleinige Anteilsinhaberin oder deren Vertreterin erklärt, dass sie im Voraus von der Tagesordnung unterrichtet wurde und auf die gesetzliche oder statutarische Einberufung und sonstige Formalien verzichtet und somit befugt ist, über nachstehende Tagesordnung zu beschließen.

V. Die Tagesordnung gegenwärtiger Generalversammlung begreift nachfolgende Punkte:

1. Änderung des Firmennamens der Gesellschaft in „Longsol Invest II“.
2. Änderung des Artikels 1 der deutschen Fassung der Satzung der Gesellschaft, um die Änderung des Firmennamens widerzuspiegeln.
3. Änderung des Artikels 1 der englischen Fassung der Satzung der Gesellschaft, um die Änderung des Firmennamens widerzuspiegeln.
4. Verschiedenes.

Die alleinige Anteilsinhaberin oder deren Vertreterin bittet den unterzeichnenden Notar folgende Beschlüsse in die Urkunde aufzunehmen:

#### Erster Beschluss.

Die Generalversammlung beschließt, den Firmennamen der Gesellschaft in „Longsol Invest II“ zu ändern.

*Zweiter Beschluss.*

Die Generalversammlung beschließt, Artikel 1 in der deutschen Fassung der Satzung der Gesellschaft zu ändern, um die Änderung des Firmennamens der Gesellschaft entsprechend vorangehendem Beschluss widerzuspiegeln, so dass dieser nunmehr wie folgt lautet:

„ **Art. 1.** Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen „Longsol Invest II“ (im Folgenden: die „Gesellschaft“), welche dieser Satzung und den Gesetzen unterstehen wird, die eine solche juristische Person betreffen, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner gültigen Fassung (im Folgenden: das „Gesetz“).“

*Dritter Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt, Artikel 1 in der englischen Fassung der Satzung der Gesellschaft zu ändern, um die Änderung des Firmennamens der Gesellschaft entsprechend vorangehendem Beschluss widerzuspiegeln, so dass dieser nunmehr wie folgt lautet:

“ **Art. 1.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name “Longsol Invest II” which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the “Company”), and in particular by the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (hereafter the “Law”), as well as by the present articles of association (hereafter the “Articles”).”

*Kosten.*

Die Kosten, Gebühren und jedwede Auslagen die der Gesellschaft auf Grund gegenwärtiger Urkunde entstehen, werden geschätzt auf 750,- EUR.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Ettelbrück, Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung des Vorstehenden an die Anwesende, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen sowie Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Nadine CLOSTER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 17 décembre 2014. Relation: DIE/2014/16298. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Tholl.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial erteilt.

Ettelbrück, den 6. Januar 2015.

Référence de publication: 2015002465/65.

(150001537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2015.

**DuPont Teijin Films Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5326 Contern, rue Général Patton.

R.C.S. Luxembourg B 38.078.

In the year two thousand and fifteen, on the fifteenth day of January,  
before us Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,  
was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of DUPONT TEIJIN FILMS LUXEMBOURG S.A., a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, with registered office at rue Général Patton, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Frank Baden, notary residing in Luxembourg, of 12 September 1991, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 98 of 21 March 1992 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 38.078 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have for the last time been amended following a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, of 25 May 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1282 of 19 June 2010.

The meeting was declared open at 9.00 a.m. by Mr John c. Miller, in the chair,  
who appointed as secretary Mr René Tasch.,

The meeting elected as scrutineer Mr. Marc Schroeder.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record the following:

(i) That the agenda of the meeting was the following:

## Agenda

1 To amend article 11 of the articles of incorporation of the Company, in order to amend the rules related to the meeting of the board of directors of the Company.

2 Miscellaneous.

(ii) That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of the shares held by the shareholders are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) That the proxies of the represented shareholders, signed by the proxyholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

(iv) That the whole corporate capital was represented at the meeting and all the shareholders present or represented declared that they had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, and waived their right to be formally convened.

(v) That the meeting was consequently regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the agenda.

(vi) That the general meeting of shareholders, each time unanimously, took the following resolutions:

### *Sole resolution*

The general meeting of shareholders resolved to amend article 11 of the articles of incorporation of the Company in order to amend the rules relating to the meetings of the board of directors of the Company.

Said article will from now on read as follows:

“ **Art. 11.** The Board of Directors will choose from among its members a president and it may also choose from among its members a vice-president. It may also choose a secretary, who does not need not be a director, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders.

The Board of Directors will meet upon call by the president or in his absence by the vice-president. A meeting of the Board of Directors must be convened if any two directors so require.

The president will preside at all meetings of shareholders and of the Board of Directors. In his absence the vice-president will preside and in the absence of both the president and the vice-president the general meeting or the Board of Directors will appoint another director as president pro tempore by vote of the majority present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least one week's written notice of Board of Directors meetings shall be given. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

The notice may be waived by the consent in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, of each director. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the Board of Directors.

Every Board of Directors meeting shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Directors may from time to time determine.

Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another director as his proxy.

A quorum of the Board of Directors shall be the presence or the representation of at least two thirds (2/3) of the directors holding office.

Decisions will be taken by a two thirds (2/3) vote of the directors holding office.

One or more directors may participate in a meeting of the Board of Director by conference call, visioconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting. The Board of Directors may determine any additional rules regarding the above in its internal regulations.

In case of emergency, a written decision, signed by all the directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.”.

### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

There being no other business on the agenda, the meeting was adjourned at 9.15 a.m..

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, who are known to the undersigned notary by their surname, first name, civil status and residence, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le quinzième jour de janvier,

par-devant nous Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorfles-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de DUPONT TEIJIN FILMS LUXEMBOURG S.A., une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social rue Général Patton, L-5326 Contern, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 septembre 1991, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 98 du 21 mars 1992, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B38078 (la «Société»). Les statuts ont été modifiés la dernière fois par un acte de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, en date du 25 mai 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1282, en date du 19 juin 2010.

L'assemblée a été déclarée ouverte à 9.00 heures sous la présidence de Monsieur John C. Miller, qui a désigné comme secrétaire Monsieur René Tasch.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Monsieur Marc Schroeder.

Le bureau ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

*Ordre du jour*

1 Modification de l'article 11 des statuts de la Société, afin de modifier les règles relatives à la réunion du conseil d'administration de la Société.

2 Divers.

(ii) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions détenues par les actionnaires, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Que les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées par les mandataires, les membres bureau et le notaire soussigné resteront pareillement annexées au présent acte.

(iv) Que l'intégralité du capital social était représentée à l'assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés ont déclaré avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable et ont renoncé à leur droit d'être formellement convoqués.

(v) Que l'assemblée était par conséquent régulièrement constituée et a pu délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

(vi) Que l'assemblée a pris, chaque fois à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Résolution unique*

L'assemblée générale des actionnaires a décidé de modifier l'article 11 des statuts de la Société afin de modifier les règles relatives à la réunion du conseil d'administration de la Société. Ledit article sera dorénavant rédigé comme suit:

" **Art. 11.** Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Il pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou, en son absence, du vice-président. Une réunion du conseil doit être convoquée si deux administrateurs le demandent.

Le président présidera toutes les assemblées générales et toutes les réunions du conseil d'administration. En son absence, la présidence sera assurée par le vice-président et, en l'absence du président et du vice-président, l'assemblée générale ou le conseil d'administration désignera à la majorité présente ou représentée un autre administrateur pour présider la réunion.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins une semaine avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence ou en cas d'accord préalable de tous les administrateurs.

La convocation indiquera l'heure et le lieu de la réunion et en contiendra l'ordre du jour et la nature de la transaction.

Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment, par tous les moyens de communication permettant la transmission d'un texte écrit, de chaque administrateur. Convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions à une date et à un endroit préalablement déterminés par résolution du conseil d'administration.

Toutes les réunions du conseil d'administration sont tenues à Luxembourg ou à tel autre endroit qui sera déterminé chaque fois par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter aux réunions du conseil d'administration en désignant, par tous les moyens de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre administrateur comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins les deux tiers (2/3) des administrateurs en fonctions sont présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers (2/3) des administrateurs en fonctions.

Un ou plusieurs administrateurs pourront participer au conseil d'administration par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant à plusieurs participants de communiquer simultanément entre eux. Telle participation devra être considérée comme équivalente à une présence physique à la réunion. Le conseil d'administration pourra déterminer toute autre règle supplémentaire à ce sujet dans son propre règlement.

En cas d'urgence une décision écrite signée par tous les administrateurs est régulière et valable comme si elle avait adoptée à une réunion du conseil d'administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs administrateurs."

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont estimés à mille deux cents euros (EUR 1.200.-).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 9.15 heures.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire soussigné par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire soussigné le présent acte.

Signé: J.C. Miller, R. Tasch, M. Schroeder, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 19 janvier 2015. GAC/2015/590. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 26 janvier 2015.

Référence de publication: 2015013346/163.

(150016314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2015.

---

**SFS Europe S.A., Securities & Financial Solutions Europe S.A., Société Anonyme,  
(anc. SFS Europe S.A., Securities & Financial Solutions S.A.).**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 40, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 128.505.

L'an deux mille quinze,

Le seize janvier.

Par-devant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de droit luxembourgeois «SECURITIES & FINANCIAL SOLUTIONS S.A.», en abrégé «SFS EUROPE S.A.», établie et ayant son siège social à L-2661 Luxembourg, 40, rue de la Vallée, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 25 juillet 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 1508 du 20 juillet 2007, dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 23 décembre 2014, en cours de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous la section B et le numéro 128.505 (ci-après la «société»).

L'assemblée est présidée par Madame Khadigea KLINGELE, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Madame Nadine NEYBECKER, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Maître Yusuf MEYNIUGLU, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant été constitué, la Présidente expose et l'assemblée constate:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Modification de la dénomination sociale de «SECURITIES & FINANCIAL SOLUTIONS S.A.», en «SECURITIES & FINANCIAL SOLUTIONS EUROPE S.A.», soit en abrégé «SFS EUROPE S.A.».

2. Modification subséquente du premier alinéa de l'article 1<sup>er</sup> des statuts.

3. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière, après délibération, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

L'assemblée générale décide de changer la dénomination sociale de «SECURITIES & FINANCIAL SOLUTIONS S.A.», en «SECURITIES & FINANCIAL SOLUTIONS EUROPE S.A.», soit en abrégé «SFS EUROPE S.A.».

*Deuxième résolution:*

En conséquence de la résolution qui précède, l'article 1<sup>er</sup> alinéa premier des statuts doit être lu comme suit:

" **Art. 1<sup>er</sup> . (alinéa premier).** Il existe une société anonyme sous la dénomination de «SECURITIES & FINANCIAL SOLUTIONS EUROPE S.A.», en abrégé «SFS EUROPE S.A.».

Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: K. KLINGELE, N. NEYBECKER, Y. MEYNIÖGLU, E. SCHLESSER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 19 janvier 2015. Relation: 2LAC/2015/1282. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR COPIE CONFORME,

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Référence de publication: 2015014623/58.

(150016780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

**Oriflamme S.A., Société Anonyme Soparfi,  
(anc. Oriflamme S.A. - SPF).**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 153.550.

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf décembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «ORIFLAMME S.A. - SPF», ayant son siège social à L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 153 550, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 21 mai 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 1453 du 15 juillet 2010.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Geneviève BLAUEN-ARENDT, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

La Présidente désigne comme secrétaire Madame Annerose GÖBEL, corporate administrator, demeurant professionnellement à L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.



L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Marie-Hélène GONCALVES, corporate manager, demeurant professionnellement à L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

La Présidente expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

1) Modification de l'objet de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

"La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions, marques et brevets ou droits de propriété intellectuelle de toute origine, participer à la création, l'administration, la gestion, le développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, marques, brevets ou droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires, marques, brevets et droits de propriété intellectuelle, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties et/ou aux sociétés affiliées et/ou aux sociétés appartenant à son Groupe de sociétés, le Groupe étant défini comme le groupe de sociétés incluant les sociétés mères, ses filiales ainsi que les entités dans lesquelles les sociétés mères ou leurs filiales détiennent une participation.

La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société pourra détenir, développer, exploiter des marques, brevets, concessions, licences ou tout autre droit de propriété intellectuelle, directement ou par l'exploitation de concessions ou licences.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes, il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou fournir un accès au crédit à toute entité affiliée luxembourgeoise ou étrangère, acquérir tous instruments de dette ou titres émis par de telles entités et fournir et émettre tout type de garantie en faveur ou au profit ou dans l'intérêt de telles entités, pouvant être considérés dans l'intérêt de la Société;

Elle pourra ainsi procéder à l'acquisition, à la gestion, au développement, à la vente et à la location de tout bien immobilier, meublé ou non, et en général, effectuer toutes opérations immobilières à l'exception de celles réservées aux agents immobiliers.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, y inclus toutes opérations et transactions immobilières, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

La Société n'exercera pas directement une activité industrielle et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public."

2) Transformation de la Société, actuellement régie par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») en société de participation financière pleinement imposable («SOPARFI») et changement de la dénomination sociale en «ORIFLAMME S.A.», avec effet au jour de l'acte.

3) Adaptation et refonte complète des statuts

4) Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de modifier l'objet social pour lui donner la teneur comme ci-avant reproduite dans l'ordre du jour sous le point 2).

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de transformer la Société, actuellement régie par la loi 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») en société de participation financière pleinement imposable («SOPARFI») et de changer la dénomination sociale en «ORIFLAMME S.A.».

*Troisième résolution*

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts comme suit:

## STATUTS

### "A. Nom - Siège - Durée - Objet

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de «ORIFLAMME S.A.», (la "Société"), régie par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise.

La durée de la Société est illimitée.

La Société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

**Art. 2.** La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions, marques et brevets ou droits de propriété intellectuelle de toute origine, participer à la création, l'administration, la gestion, le développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, marques, brevets ou droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires, marques, brevets et droits de propriété intellectuelle, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties et/ou aux sociétés affiliées et/ou aux sociétés appartenant à son Groupe de sociétés, le Groupe étant défini comme le groupe de sociétés incluant les sociétés mères, ses filiales ainsi que les entités dans lesquelles les sociétés mères ou leurs filiales détiennent une participation.

La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société pourra détenir, développer, exploiter des marques, brevets, concessions, licences ou tout autre droit de propriété intellectuelle, directement ou par l'exploitation de concessions ou licences.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes, il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou fournir un accès au crédit à toute entité affiliée luxembourgeoise ou étrangère, acquérir tous instruments de dette ou titres émis par de telles entités et fournir et émettre tout type de garantie en faveur ou au profit ou dans l'intérêt de telles entités, pouvant être considérés dans l'intérêt de la Société;

Elle pourra ainsi procéder à l'acquisition, à la gestion, au développement, à la vente et à la location de tout bien immobilier, meublé ou non, et en général, effectuer toutes opérations immobilières à l'exception de celles réservées aux agents immobiliers.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, y inclus toutes opérations et transactions immobilières, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.



D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

La Société n'exercera pas directement une activité industrielle et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

## B. Capital social - Actions

**Art. 3.** Le capital social souscrit est fixé à quarante-cinq mille dollars américains (45.000,- USD), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de quatre cent cinquante dollars américains (450,-USD) par action.

**Art. 4.** Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sauf dispositions contraires de la loi.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société peut avoir un ou plusieurs actionnaires.

Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique (ou de tout autre actionnaire) n'entraîne pas la dissolution de la Société.

La Société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi sur les sociétés commerciales.

Le capital social de la Société peut être augmenté ou diminué en une ou plusieurs tranches par une décision de l'Assemblée Générale prise en accord avec les dispositions applicables au changement de statuts.

La constatation d'une telle augmentation ou diminution du capital peut être confiée par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale, appelée à délibérer sur l'augmentation de capital peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel des actionnaires existants.

## C. Conseil d'administration

**Art. 5.** La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Cependant, si la Société est constituée par un actionnaire unique ou s'il est constaté à une assemblée générale des actionnaires que toutes les actions de la Société sont détenues par un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique jusqu'à la première assemblée générale annuelle suivant le moment où il a été remarqué par la Société que ses actions étaient détenues par plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs seront élus pour un terme qui n'excédera pas six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus. Les administrateurs peuvent être réélus pour des termes successifs.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires à la majorité simple des votes valablement exprimés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires prise à la majorité simple des votes valablement exprimés.

Si une personne morale est nommée administrateur de la Société, cette personne morale doit désigner un représentant qui agira au nom et pour le compte de la personne morale. La personne morale ne pourra révoquer son représentant permanent que si son successeur est désigné au même moment.

Au cas où le poste d'un administrateur deviendrait vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance pourra être temporairement comblée par le conseil d'administration jusqu'à la prochaine assemblée générale, dans les conditions prévues par la loi.

**Art. 6.** Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'Assemblée Générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

En cas d'administrateur unique, tous les pouvoirs du Conseil d'Administration lui sont dévolus.

De même, le conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles ou non sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration élira en son sein un président.

Il se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les réunions du conseil d'administration; en son absence le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à la réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, par télécopie ou par courrier électronique (sans signature électronique), sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par lettre, télécopie, courrier électronique (sans signature électronique) ou tout autre moyen écrit, une copie en étant une preuve suffisante. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par lettre, télécopie, par courrier électronique (sans signature électronique) ou tout autre moyen écrit, un autre administrateur comme son mandataire, une copie étant une preuve suffisante. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres de façon continue et qui permet une participation efficace de toutes ces personnes. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Une réunion tenue par de tels moyens de communication est présumée se tenir au siège social de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions ne sont prises qu'avec l'approbation de la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'une ou de plusieurs lettres, télécopies ou tout autre moyen écrit, l'ensemble des écrits constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Le Conseil d'Administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion journalière, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

**Art. 7.** Vis-à-vis des tiers, la Société est valablement engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou bien par la signature individuelle du délégué à la gestion journalière. En cas d'administrateur unique, la société sera engagée par sa seule signature.

En tous les cas, la signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la Société dans ses rapports avec les administrations publiques.

**Art. 8.** La Société s'engage à indemniser tout administrateur des pertes, dommages ou dépenses occasionnés par toute action ou procès par lequel il pourra être mis en cause en sa qualité passée ou présente d'administrateur de la Société, sauf le cas où dans pareille action ou procès, il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise administration intentionnelle.

#### D. Surveillance

**Art. 9.** La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

#### E. Assemblée générale des actionnaires

**Art. 10.** L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. La Société peut avoir un ou plusieurs actionnaires. La mort ou la dissolution de l'actionnaire unique (ou de tout autre actionnaire) ne mènera pas à la dissolution de la Société.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle devra être convoquée sur demande écrite des actionnaires représentant au moins dix pourcent (10%) du capital social de la Société. Les actionnaires représentant au moins dix pourcent (10%) du capital social de la Société peuvent demander l'ajout d'un ou plusieurs points à l'ordre du jour de toute assemblée générale des actionnaires. Une telle requête doit être adressée au siège social de la Société par courrier recommandé au moins cinq (5) jours avant la date prévue pour l'assemblée.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalable.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Les actionnaires prenant part à une assemblée par le moyen d'une visio-conférence, ou par le biais d'autres moyens de communication permettant leur identification, sont considérés être présents pour le calcul des quorum et votes. Les moyens de communication utilisés doivent permettre à toutes les personnes prenant part à l'assemblée de s'entendre les unes les autres en continu et également permettre une participation efficace de ces personnes à l'assemblée.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par lettre, courrier électronique (sans signature électronique), par télécopie ou tout autre moyen de communication, une copie en étant une preuve suffisante, une autre personne comme son mandataire.

Chaque actionnaire peut voter par des formes de votes envoyées par courrier ou télécopie au siège social de la Société ou à l'adresse précisée dans l'avis de convocation. Les actionnaires peuvent uniquement utiliser les formes de vote fournies par la Société et qui contiennent au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour, ainsi que le sens du vote ou de son abstention.

Les formes de vote n'indiquant pas un vote, que ce soit pour ou contre la résolution proposée, ou une abstention, sont nulles. La Société prendra uniquement en compte les formes de vote reçues avant l'assemblée générale à laquelle elles se rapportent.

Les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes valablement exprimés, sauf si l'objet pour lequel une décision devait être prise se rapporte à une modification des statuts. Dans ce cas, la décision sera prise à la majorité des deux-tiers des votes valablement exprimés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

**Art. 11.** L'Assemblée Générale annuelle se réunit de plein droit le 25 mai à 15.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'Assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

#### F. Exercice social - Bilan

**Art. 12.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 13.** Sur le bénéfice annuel net de la Société, il sera prélevé 5% (cinq pour cent) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social, tel que prévu à l'article 3 des présents statuts ou tel qu'augmenté ou réduit de la manière prévue au même article 3.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net. Des acomptes sur dividendes pourront être versés, par le conseil d'administration, en conformité avec les conditions prévues par la loi.

#### G. Application de la loi

**Art. 14.** La loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales trouvera son application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

#### Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la Société en raison des présentes s'élève approximativement à 950,- EUR.

DONT ACTE, fait et passée à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, connues du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, elles ont toutes signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Geneviève BLAUEN-ARENDT, Annerose GÖBEL, Marie-Hélène GONCALVES, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 24 décembre 2014. Relation GRE/2014/5280. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015001770/281.

(150000703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

#### RM2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 5, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 143.964.

#### EXTRAIT

Nous vous prions de bien vouloir noter que M. Jean-François Pierre BLOUVAC, administrateur de la société réside désormais à CH-1005 Lausanne, 19, Avenue Charles-Secrétan (Suisse).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014209590/11.

(140233619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

## Corps des Sapeurs-Pompiers Volontaires Commune de Dippach, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4972 Dippach, route des 3 Cantons.

R.C.S. Luxembourg F 10.221.

### STATUTEN

Am 01.01.2015 wird zwischen den Unterzeichneten

Patrick JOHANNIS 03.07.1967, Luxemburger, 7 rue Centrale L-4974 DIPPACH

Bob FISCHER 03.03.1987, Luxemburger, 22 rue de Bettange L-4974 DIPPACH

Pierre WITRY 13.10.1975, Luxemburger, Ferme Sauerarbecht L-4973 DIPPACH

Daniel JUNGERS 08.05.1985, Luxemburger, 10 rue Hiel L-4976 BETTANGE

Claude KRACK 13.06.1974, Luxemburger, 15 rue Charly Gaul L-4968 SCHOUWEILER

Sven JUNG 02.07.1988, Luxemburger, 14 rue Pierre Schütz L-4946 BASCHARAGE

Nick GENGLER, 24.06.1986, Luxemburger, 4 rue de la Résistance L-4996 SCHOUWEILER

Margot GERARD-THEIN 20.01.1969, Luxemburger, 2 rue de l'Eglise L-4994 SCHOUWEILER

Sam SCHAUL, 22.05.1989, Luxemburger, 102 rte de Luxembourg L-4973 DIPPACH

und allen später eintretenden Personen eine Vereinigung ohne Gewinnzweck gegründet, welche dem Gesetz vom 21. April 1928 sowie den gegenwärtigen Statuten unterliegt.

### Kapitel I. Name, Sitz, Dauer, Zweck

**Art. 1.** Die Vereinigung trägt den Namen "Corps des Sapeurs-Pompiers Volontaires Commune de Dippach" -association sans but lucratif- oder "Freiwillige Feuerwehr Gemeinde Dippach" -Vereinigung ohne Gewinnzweck- oder "Fräiwelleg Pompjeeën Gemeng Dippech" -Vereenegung ouni Gewinnzweck-.

**Art. 2.** Der Sitz der Vereinigung ist im jeweiligen Feuerwehrlokal, welches von der Gemeinde Dippach zu Verfügung gestellt wird.

**Art. 3.** Die Dauer der Vereinigung ist unbegrenzt.

**Art. 4.** Die Aufgabe der Vereinigung ist, als Feuerwehr: die geordnete Hilfeleistung und Prävention bei Bränden, Rettungseinsätzen, Unfällen und anderen Notständen, wo die Sicherheit von Personen und Gütern in Gefahr ist.

Die Vereinigung gehört dem Luxemburger Landesfeuerwehrverband und dem zuständigen Regionalverband an. Sie steht ehrenamtlich und autonom im Dienste der Gemeinde Dippach.

Zur Erfüllung dieser Aufgabe dient die theoretische und praktische Ausbildung der aktiven Wehrmitglieder auf lokaler, regionaler und nationaler Ebene.

Eine weitere Aufgabe besteht darin, die Mitglieder zur Hilfsbereitschaft anzuregen, sowie die Kameradschaft unter ihnen zu fördern und zu pflegen.

Die Jugendfeuerwehr Gemeinde Dippach ist nach den Reglements der Nationalen Jugendkommission ausgerichtet.

Die Vereinigung kann alle zu ihrem Geschäftszweck nötigen Tätigkeiten und Akte unternehmen ohne den Feuerwehrdienst zu beeinträchtigen.

Die Vereinigung, hierunter als "Wehr" benannt, ist politisch und ideologisch neutral.

### Kapitel II. Mitglieder

**Art. 5.** Die Wehr besteht aus: Aktiven Mitgliedern

Inaktiven Mitgliedern

Ehrenmitgliedern

Die Anzahl der Mitglieder ist unbegrenzt, kann jedoch nie unter 9 sinken.

**Art. 6.** Aktives Mitglied kann jeder unbescholtene Bürger werden. Aktive Mitglieder können werden:

a) Jugendliche vom 8. bis 16. Lebensjahr. Sie sind Mitglieder der Jugendfeuerwehr.

b) Personen vom 16. bis zum 65. Lebensjahr. Sie bilden die Erwachsenenabteilung.

Für Jugendliche bis zum 18. Lebensjahr ist die Zustimmung der Eltern oder des Erziehungsberechtigten erforderlich.

Jugendliche, die sich in der Jugendfeuerwehr bewährt haben, werden ab dem 16. Lebensjahr in die Erwachsenenabteilung übernommen.

Über die Aufnahme entscheidet der Vorstand in geheimer Wahl. Eine eventuelle Ablehnung ist zu begründen und dem Antragsteller schriftlich mitzuteilen.

Die aktive Dienstzeit erlischt mit dem Erreichen der vom Landesfeuerwehrverband festgesetzten Altersgrenze. Erworbene Rechte auf Ehrenzeichen, Veteranenzulage und Sterbegeld bleiben jedoch gewahrt.

**Art. 7.** Inaktives Mitglied wird jedes aktive Mitglied beim Erreichen der Altersgrenze, bei Invalidität und bei festgestellter permanenter Feuerwehrdienstunfähigkeit. Im Bedarfsfall können inaktive Mitglieder für die ihnen zumutbaren Aufgaben und Arbeiten hinzugezogen werden.

**Art. 8.** Ehrenmitglied kann jeder werden, der zur Förderung und Unterstützung der Wehr den hierzu vorgeschriebenen Jahresbeitrag leistet. Ehrenmitglieder sind nicht stimmberechtigt.

**Art. 9.** Jedes aktive Mitglied hat die Pflicht bei der Gestaltung des Wehrgeschehens mitzuwirken und das Recht in eigener Sache gehört zu werden. Ab dem 16.

Lebensjahr ist es stimmberechtigt in der Generalversammlung falls es seinen Mitgliedsbeitrag vor der Generalversammlung entrichtet hat.

**Art. 10.** Jedes aktive Mitglied übernimmt freiwillig die Verpflichtung:

- die im Rahmen der Statuten und Reglements gegebenen Anordnungen genau zu befolgen
- an den angesetzten praktischen und theoretischen Übungen und Wehrmanifestationen regelmäßig, pünktlich und aktiv teilzunehmen
- sich soweit als möglich an allen Einsätzen der Wehr bei Bränden und sonstigen Notständen aktiv zu beteiligen
- Disziplin und Gehorsam gegenüber den Vorgesetzten zu wahren sowie Kameradschaft innerhalb der Mannschaft zu respektieren
- aktiv am Ansehen und Gedeihen der Wehr teilzunehmen

**Art. 11.** Bei Verstößen gegen die Statuten und Reglements der Wehr, des Regionalverbandes oder des Landesfeuerwehrverbandes können folgende Ordnungsmaßnahmen ergriffen werden:

- a. Verweis durch den Wehrchef
- b. Verweis vor dem Vorstand
- c. Suspendierung durch den Vorstand
- d. Ausschluss durch die Generalversammlung

e. Offiziere mit Ausnahme des Wehrchefs resp. Unteroffiziere welche einer oder mehreren Sektionen vorstehen können ihres Postens vorübergehend oder vorläufig durch mehrheitlichen Vorstandsbeschluss enthoben werden wenn sie gegen die Statuten und Reglements der Wehr, des Regionaloder Landesfeuerwehrverbandes verstoßen, ihren Pflichten nicht gewachsen sind oder sie vernachlässigen bez. auf persönlichen Antrag. Der Vorstand ist in diesem Falle nur beschlussfähig, wenn mindestens 3/4 der Mitglieder anwesend sind. Eine vorübergehende Amtsenthebung kann nur über einen Zeitraum von maximal 12 Monaten ausgesprochen werden. Eine vorläufige Amtsenthebung kann nur bis zur nächsten Generalversammlung ausgesprochen werden. Letztere entscheidet über eine endgültige Amtsenthebung. Die Generalversammlung kann laut großherzoglichem Reglement vom 6. Mai 2010, betreffend die Organisation des Feuerlösch- und Rettungsdienstes, dem Gemeinderat die Abberufung des Wehrchefs vorschlagen.

Gegen die Ordnungsmaßnahmen steht jedem aktiven und inaktiven Mitglied der Wehr das Recht auf Beschwerde zu. Diese muss spätestens 7 Tage nach Ausspruch der Ordnungsmaßnahme schriftlich beim Wehrchef eingebracht werden. Die anschließende Entscheidung des Vorstandes wird dem Beschwerdeführer schriftlich mitgeteilt.

**Art. 12.** Die Mitgliedschaft erlischt durch:

- Tod
- Freiwilligen Austritt
- Nichtbezahlung des Mitgliedsbeitrags
- Ausschluss durch die Generalversammlung

**Art. 13.** Der Ausschluss eines Mitgliedes wird durch die Generalversammlung mit einer 2/3 Stimmenmehrheit der anwesenden stimmberechtigten Mitglieder vorgenommen und zwar in folgenden Fällen:

- wenn ein Mitglied durch eine Tat oder eine Nachlässigkeit schwerwiegend gegen die Statuten oder Reglements der Wehr, des Regional- oder Landesfeuerwehrverbandes verstoßen hat
- wenn ein Mitglied durch eine Tat oder eine Nachlässigkeit seinem guten Ruf oder seiner persönlichen Ehre, der Ehre eines anderen Mitgliedes oder derjenigen der Wehr geschadet hat

Die ausgetretenen oder ausgeschlossenen Mitglieder, sowie die Nachkommen von verstorbenen Mitgliedern, können weder gezahlte Beiträge zurückfordern, noch irgendwelche Ansprüche auf das Vermögen der Wehr geltend machen. Jedwedes Effekt oder anderer zur Verfügung gestellter Besitz der Wehr oder des Feuerlöschdienstes sind spätestens 30 Tage nach Erhalt einer schriftlichen Zurückforderung beim Wehrchef abzuliefern. Fehlendes oder Beschädigtes ist zu ersetzen, wenn nötig durch das Bezahlen der Neuanschaffungssumme. Bei verstorbenen Mitgliedern kommen die legalen Erben diesen Verpflichtungen nach. In jedem Fall behält die Wehr sich gerichtliche Schritte zur Zurückerlangung ihres Eigentums vor.

**Art. 14.** Der Mitgliederbeitrag wird jedes Jahr vom Vorstand vorgeschlagen und von der Generalversammlung festgesetzt. Dieser Beitrag kann die Summe von EUR 5,-(fünf) Indexziffer 100 für aktive und inaktive Mitglieder nicht übersteigen. Der für Ehrenmitglieder festgesetzte Beitrag ist jeweils der Mindestbeitrag.

Der Mitgliedsbeitrag ist innerhalb einer Frist von 3 Monaten nach der Generalversammlung zu zahlen. Bei Nichtzahlung des Beitrags nach Ablauf dieser Frist erlischt die Mitgliedschaft.

### Kapitel III. Der Vorstand

**Art. 15.** Die Leitung der Wehr geschieht durch den Wehrchef. Ihm zur Seite steht der Vorstand, welcher sich zusammensetzt aus:

- a. dem Wehrchef (chef de corps)
- b. dem Wehrchefstellvertreter (chef de corps adjoint)
- c. dem Sektionschef
- d. dem Schriftführer
- e. dem Kassierer
- f. dem Jugendleiter
- g. den Beisitzenden

Aus der Zahl der Wehrsektionen zu 9 Feuerwehrleuten der Erwachsenenabteilung ergeben sich laut Reglement des Landesfeuerwehrverbandes der Dienstgrad des Wehrchefs und des Wehrchefstellvertreters.

Die Anzahl der Vorstandsmitglieder soll 9 Personen nicht übersteigen, auf jeden Fall muss der Vorstand sich immer aus einer ungeraden Anzahl von Vorstandsmitgliedern zusammensetzen.

**Art. 16.** Der Wehrchef, der Wehrchefstellvertreter, der Sektionschef, sowie der Jugendleiter werden mit einfacher Stimmenmehrheit von der Generalversammlung in geheimer Wahl bestimmt. Die Ernennung der hier aufgeführten Chargierten geschieht gegebenenfalls wie im Gesetz betreffend das Feuerlöschwesen vorgesehen. Sie müssen alle fünf Jahre von der Generalversammlung im Amt bestätigt werden. Falls eine Bestätigung verweigert wird, wird der die Ernennung vornehmenden Verwaltung die Abberufung des Chargierten vorgeschlagen.

Die Beisitzenden werden ebenfalls auf die Dauer von fünf Jahren durch die Generalversammlung bestimmt.

Diese Wahlen sind umgehend der Gemeindeverwaltung über die zuständige Dienststelle, sowie dem Generalsekretariat des Landesfeuerwehrverbandes über den Regionalverband schriftlich mitzuteilen.

**Art. 17.** Der Sekretär und der Kassierer werden unter den Mitgliedern des Vorstandes bestimmt.

**Art. 18.** Bei eventueller Stimmengleichheit bei allen Wahlen wird sofort ein zweiter Wahlgang abgehalten. Bei eventueller Stimmengleichheit beim zweiten Wahlgang ist der dienstälteste Kandidat gewählt.

**Art. 19.** Kandidaten für einen Posten als Offizier, Unteroffizier oder Jugendleiter müssen die durch den Landesfeuerwehrverband vorgeschriebenen Bedingungen erfüllen.

**Art. 20.** Kandidaten für einen Posten im Wehrvorstand müssen wenigstens zwei Jahre aktives Mitglied der Wehr sein und das 18. Lebensjahr vollendet haben. Die Kandidaturen müssen wenigstens 8 Tage vor der Generalversammlung schriftlich beim Wehrchef eingegangen sein.

**Art. 21.** Die Vorstandsmitglieder treten aus ihrem Amt: durch Tod, freiwilligen Austritt, Abberufung, Ausschluss.

Wird ein Vorstandsposten während dem Geschäftsjahr frei, so kann der Vorstand den Posten vorläufig neu besetzen, unbeschadet der Bestätigung durch die nächste Generalversammlung. Im Falle einer Neubesetzung vor Ablauf der normalen Mandatsdauer übernimmt das neue Vorstandsmitglied den Posten für die restliche Mandatsdauer.

Im Falle des Wehrchefs übernimmt der dienstälteste Stellvertreter das Amt bis zur nächsten Generalversammlung.

Fehlt ein Vorstandsmitglied unentschuldigt bei drei aufeinanderfolgenden Vorstandssitzungen, so scheidet es automatisch aus dem Vorstand aus.

**Art. 22.** Der Vorstand trifft sooft zusammen, wie es die Belange der Wehr erfordern, wenigstens jedoch 5 Mal im Jahr, auf Einberufung durch den Wehrchef oder falls 1/3 des Vorstandes dies wünscht. Der Vorstand ist beschlussfähig wenn mehr als die Hälfte der Mitglieder anwesend sind. Er fasst seine Beschlüsse mit einfacher Stimmenmehrheit. Bei Stimmengleichheit wird die Angelegenheit auf die kommende Sitzung vertagt. Bei erneuter Stimmengleichheit ist die Stimme des Wehrchefs ausschlaggebend.

**Art. 23.** Der Vorstand hat die weitgehendsten Befugnisse zur Führung der Wehrgeschäfte. Alles was nicht ausdrücklich durch die vorliegenden Statuten oder durch Gesetz der Generalversammlung vorbehalten ist, gehört zu seinem Aufgabenbereich. Er kann Reglements und Dienstvorschriften erlassen, abändern oder aufheben. Der Vorstand legt seine interne Aufgabenverteilung fest. Er kann allgemeine oder spezielle Vollmachten erteilen, darunter die Bankvollmachten. Er kann Kommissionen einsetzen, denen jedoch ein Vorstandsmitglied angehören muss.

**Art. 24.** Die Aufgaben des Wehrchefs sind:

- a. die Leitung aller Einsätze sowie des Ausbildungs-, Übungs-, Rettungs- und Brandschutzdienstes



- b. die Leitung der Vorstandssitzungen und der Generalversammlung
- c. die Vertretung der Wehr
- d. die Beurkundung, mit dem Sekretär, der Sitzungsberichte, der Korrespondenz und aller wichtigen Schriftstücke
- e. die Aufsicht über ordnungsgemäßen Auftritt und vorschriftsmäßige Bekleidung der Feuerwehrleute bei Ausgängen der Wehr
- f. die Beratung der Gemeinde in allen Angelegenheiten des Brand- und Rettungsdienstes, der Anschaffung von Feuerlösch- und Rettungsmaterial und die Anregung von Verbesserungsmaßnahmen
- g. die Überwachung einer ordnungsgemäßen Führung von Inventar- und Dienstbuch, sowie die Mitglieder- und Anwesenheitslisten
- h. er betraut einen seiner Mitarbeiter mit der Ausbildung der Feuerwehrleute in der Wehr

**Art. 25.** Der Stellvertreter hat die Aufgabe den Wehrchef bei der Ausführung seiner Mission zu unterstützen und ihn im Abwesenheits- oder Verhinderungsfall zu ersetzen.

**Art. 26.** Die Unteroffiziere haben die Aufgabe, Wehrchef und Stellvertreter bei der Ausbildung und im Einsatz zu unterstützen.

**Art. 27.** Der Jugendleiter unterrichtet die Jugendfeuerwehr nach den Reglements und Vorschriften der Nationalen Jugendfeuerwehrkommission. Er legt dem Wehrchef Rechenschaft ab.

**Art. 28.** Der Sekretär der Wehr führt das Mitgliedsverzeichnis. Er erledigt alle die ihm auferlegten schriftlichen Arbeiten. Er fasst die Berichte über die Vorstandssitzungen und die Generalversammlungen.

**Art. 29.** Alle Gerichtsverfahren werden im Namen der Wehr durch den Vorstand, vertreten durch den Wehrchef und ein zweites Vorstandsmitglied, geführt.

Die Wehr ist in allen Fällen durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Vorstandsmitgliedern gebunden, darunter obligatorisch jene des Wehrchefs oder im Verhinderungsfall jene seines Stellvertreters, unbeschadet der Artikel 23 und 35.

#### **Kapitel IV. Die Generalversammlung**

**Art. 30.** Die Generalversammlung wird jedes Jahr im ersten Viertel des Jahres vom Vorstand einberufen.

Eine außerordentliche Generalversammlung kann vom Vorstand einberufen werden, wenn die Umstände dies verlangen. Bei schriftlicher Anfrage von 1/5 der Mitglieder muss eine außergewöhnliche Generalversammlung innerhalb von zwei Monaten einberufen werden.

Einberufungen zur Generalversammlung erfolgen schriftlich mit einer Frist von 21 Tagen, unter Angabe der Tagesordnung.

**Art. 31.** Die Generalversammlung wird vom Wehrchef oder im Verhinderungsfall von seinem Stellvertreter geleitet. Sie ist öffentlich.

Sie ist beschlussfähig, wenn mindestens 1/2 der stimmberechtigten Mitglieder anwesend ist. Ist dies nicht der Fall, so kann sofort eine außergewöhnliche Generalversammlung einberufen werden, welche in jedem Fall beschlussfähig ist.

Jedes stimmberechtigte Mitglied verfügt über eine Stimme.

Ein Mitglied kann sich nicht per Vollmacht durch Drittpersonen vertreten lassen.

Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst, sofern die vorliegenden Statuten es nicht anders bestimmen.

Stimmgleichheit bedeutet Ablehnung.

Die Beschlüsse der Generalversammlung werden in einem eigenen Register festgehalten.

**Art. 32.** Die Generalversammlung hat folgende Aufgaben:

- a. das Vorschlagen der Chargierten zur Ernennung an die vom Gesetz vorgesehene Verwaltung
- b. die Wahl des Vorstandes und der Kassenrevisoren
- c. die 5-jährliche Bestätigung des Wehrchefs, des Wehrchefstellvertreters, des Sektionschefs und des Jugendleiters bez. deren Abberufung
- d. den Ausschluss eines Mitgliede
- e. die Festlegung der Mitgliedsbeiträge
- f. die Beratung und Beschlussfassung über eingebrachte Anträge
- g. die Abänderung der Wehrstatuten
- h. die Entscheidung über Angelegenheiten die der Vorstand nicht verabschieden kann
- i. die Auflösung der Wehr

**Art. 33.** 1/5 der Mitglieder kann durch schriftlichen Antrag einen zusätzlichen Tagesordnungspunkt zur Diskussion stellen.

Dieser Antrag muss dem Wehrchef 8 Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Beschlüsse über Punkte welche nicht auf der Tagesordnung stehen können nur gefasst werden, wenn 2/3 der anwesenden Mitglieder dies so beschließen. Dabei darf jedoch kein Beschluss über die unter Artikel 32 aufgeführten Punkte gefasst werden.

**Art. 34.** Die Statuten der Wehr können nur abgeändert werden, wenn die zur Änderung anstehenden Artikel in der Einberufung zur Generalversammlung aufgeführt sind und wenn 2/3 der Mitglieder anwesend sind.

Für eine Änderung ist eine 2/3 Stimmenmehrheit erforderlich. Wenn keine 2/3 der Mitglieder anwesend sind kann eine zweite Generalversammlung stattfinden, wobei die Hälfte der Mitglieder anwesend sein muss.

#### Kapitel V. Kassenwesen und Geschäftsjahr

**Art. 35.** Das Kassenwesen wird vom Kassierer der Wehr versehen. Er führt ordnungsgemäß Buch über Einnahmen und Ausgaben und legt Rechnung ab. Er vertritt die Wehr gegenüber Geldinstituten für alle laufenden Geschäfte. Im Verhinderungsfall wird er hierbei durch den Wehrchef persönlich vertreten.

Kassen- und Buchführung sind jährlich, nach Ablauf des Geschäftsjahres abzuschließen und von mindestens zwei Kassenrevisoren zu prüfen und abzuzeichnen.

Der Vorstand erhält Entlastung durch die Generalversammlung.

Der Kassierer hält das Kassen- und Kontenbuch dem Vorstand jederzeit zur Ansicht zur Verfügung.

Die Generalversammlung bestimmt jedes Jahr mindestens zwei Kassenrevisoren unter den aktiven oder inaktiven Mitgliedern, welche dem Vorstand nicht angehören dürfen. Sie legen dem Vorstand und der Generalversammlung Bericht über die Kassenprüfung ab.

**Art. 36.** Das Geschäftsjahr geht vom 1. Januar bis zum 31. Dezember. Ausnahmsweise beginnt das erste Geschäftsjahr an dem Datum der Unterzeichnung vorliegender Statuten und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

#### Kapitel VI. Fusion, Auflösung

**Art. 37.** Die Fusion oder die Auflösung der Wehr kann nur geschehen, wenn in einer zu diesem Zweck einberufenen Generalversammlung 2/3 der Mitglieder anwesend sind. Wenn keine 2/3 der Mitglieder anwesend sind kann eine zweite Generalversammlung einberufen werden, wobei die Hälfte der Mitglieder anwesend sein muss.

Die Fusion oder Auflösung der Wehr kann nur durch eine Stimmenmehrheit von 3/4 angenommen werden.

**Art. 38.** Im Falle der Auflösung wird das Liquidationsverfahren von der Generalversammlung festgelegt. Nach Begleichung aller Schulden wird das Vermögen der Wehr der Gemeinde Dippach überwiesen, mit dem Auftrag es einer neuen Feuerwehr zu übergeben.

Im Falle der Fusion wird der gesamte Besitz der Wehr der neuen Fusionswehr überschrieben.

#### Kapitel VII. Verschiedenes:

**Art. 39.** Die Wehr übernimmt keine Haftung für eventuell im Dienst erlittene Schäden. Schadensansprüche können nur nach den geltenden gesetzlichen oder reglementarischen Regeln gestellt werden.

**Art. 40.** Das Corps FREIWILLIGE FEUERWEHR GEMEINDE DIPPACH "Vereinigung ohne Gewinnzweck" übernimmt ab dem Datum der Fusion alle historischen und materiellen Rechte und Verpflichtungen der ihr durch Fusion beigetretenen Wehren FREIWILLIGE FEUERWEHR BETTINGEN/MESS und FREIWILLIGE FEUERWEHR DIPPACH.

**Art. 41.** Für alle in den gegenwärtigen Statuten nicht ausdrücklich vorgesehenen Fällen gelten die allgemeinen Bestimmungen des Gesetzes vom 21. April 1928 über die Vereinigungen ohne Gewinnzweck, die Satzungen und Richtlinien des Landesfeuerwehrverbandes, die großherzoglichen und ministeriellen Reglements betreffend das Feuerlösch- und Rettungswesen, sowie die diesbezüglichen Reglements der Gemeinde Dippach.

Référence de publication: 2015001427/254.

(150000390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2015.

#### Oracle Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 156.054.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015000506/9.

(140235534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2014.